

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTETÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT,

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	35	75
Union Postale.	21	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

L'Art pour l'or

Le marché à la peinture offre en ce moment un des spectacles les plus étonnants. C'est le jeu des spéculations, de la comédie contemporaine. Paris détent le record des foires les plus célèbres. Leipsick, Beaucourt, Nijni-Novgorod ont été que de la Saint-Jean, car on n'y aura jamais vu acheter une image d'un sou vingt-cinq mille francs, un peu d'ours cinquante mille, un veau, un simple veau, trois cent mille... ce n'est pas à ma gauche comme disent les commissaires-priseurs.

Au taux où s'adjuge un « repentir » de Degas, ou une moquette de gazon de Cézanne, la Joconde ne serait pas conquise à moins de cent millions et les *Noes de Cana* valent un milliard comme un sou. Je ne parle pas des faux Piero della Francesca, parce que c'est le monopole de la Société des Amis du Louvre de les payer cent-cinquante mille francs, alors que le Louvre lui-même laisse acheter par un musée de province, le musée d'Anvers, le plus beau Rembrandt de l'univers, qu'on lui avait proposé, d'un lui, Louvre, pour la moitié du prix d'un faux tableau.

Tout cela donne une idée de la frénésie qui règne aujourd'hui chez les amateurs, spéculateurs ou mécènes. Imaginez que la rue Quincampoix dut naître d'un spectacle, il ne nous manque que le petit bossu, et encore, en cherchant bien, le trouverait-on sans doute. Le tableau est devenu la valeur la plus recherchée, le placement le plus extraordinairement patriarcal, l'obligation qui donne des dividendes absolument inconnus dans la plus lucrative industrie. Il n'y a pas de guano qui vaille l'huile de nos maîtres.

Ce n'est pas qu'il faille s'en affiger. Au contraire, c'est tout à fait excellent. Les affaires marchent. Les étrangers nous enlèvent nos belles choses, ce qui vaut mieux que de nous les laisser pour compte. Les bons tableaux, les dessins précieux, les bibelots exquis se vendent enfin à leur juste valeur, et quand même ils se vendraient un peu plus, ce serait encore préférable au mépris où ils croulaient. Si cela dure pas, ce sera parfait : si cela ne dure pas, ce sera parfait : parce que les petites bourses pourrissent de nouveau se payer des œuvres rares, et que le peu de gens qui aiment ces œuvres pour le plaisir qu'elles leur procurent, et non pour la valeur qu'elles représentent, seront toujours contents. Il ne faut point juger chagrinement ces questions d'images ; on aurait trop à faire.

Actuellement ce sont les notes d'argent de l'impressionnisme, les notes d'or de Corot et de Manet, les notes de diamant du dix-huitième siècle. Les Renoir, les Monet, les Pissarro, les Degas, les Berthe Morizot, devant lesquels, il y a vingt-cinq ans, on venait pleurer de rire et de colère, atteignent des prix que leurs adversaires ne connaissent jamais, jamais plus, *never more* ! Impossible de se payer un Corot présentable, une page un peu importante de Courbet, ou une riche ébauche de Manet, pour en faire un paravent, un rideau de théâtre ou un devant de cheminée, à moins d'être plusieurs fois millionnaire.

Quant au dix-huitième, qui traitait sur les quais pour quelques sous au temps fabuleux de Lacaze et de Marcellin, c'est déjà très joli quand on peut conquérir à un prix dérisoire un Watteau dépourvu d'authenticité et un Fragonard sortant d'un atelier de godelus d'un maître confectionneur. Comme les vrais maîtres ne pouvaient suffire à « cette grande faim qu'a nos yeux on expose », on s'est mis à ressusciter une foule de petits croquis devant les insignifiances desquels il serait imprudent de ne point se pâmer. On a découvert Portail. Portail en ce moment enfonce Watteau, ce qui laisse à espérer que le siècle prochain, s'il hérite de nos façons d'admirer, verra payer gros les dessins d'Adrien Marie et d'Emile Bayard.

Mais Portail et Watteau, c'est du bric-à-brac, tandis que les impressionnistes, c'est de la vie. Là est le respectif : ici on nage en pleine histoire contemporaine. Celui qui écrira l'histoire des marchands de tableaux durant ces quarante dernières années fera, s'il est bien documenté, un travail amusant, qui lui pourra dédier à la mémoire de Balzac.

Cela commencerait, suivant l'ordre chronologique, et même logique tout court, par la description de la boutique au père Martin, puis de la boutique au père Tanguy. Ces boutiques furent des berceaux, et ces bonshommes des marchands comme on n'en reverra pas de longtemps. C'est chez le père Martin que Corot, Jongkind, Cals, Sisley, Monticelli, Cézanne, Vignon trouvèrent les premières sommes énormes qu'ils touchèrent, depuis la pièce de cent sous jusqu'au billet de cent francs ! Le père Martin avait été ouvrier en je ne sais plus quel, vendeur de contremarques, acteur de mélodrame dans les théâtres de quartier, Grenelle ou Montmartre, et finalement marchand de tableaux. C'était un fameux routier, de qui les avatars avaient tanné la peau, culotté la pipe, hirsuté l'esprit de vieux radical et libre penseur, mais, au demeurant, un excellent cœur et n'ayant pas son pareil pour conduire un peintre pauvre à sa dernière demeure.

A cheval sur les principes, par exemple, et Spartiate en diable. Dès qu'un de ses protégés avait vendu un tableau 200 francs, il était considéré comme *arrivé* et ne faisait plus partie de la petite famille. Un jour, le père Martin revint de chez Jongkind, terrifié, attristé et furieux. Comme on le pressait de questions : « C'est un homme perdu, s'écria-

ti ! Je l'ai trouvé en train de manger des asperges !

Cela n'empêche que les plus grands fureteurs ont tous passé par la boutique de Martin : ils en ont emporté des lingots et des perles qui alors n'avaient pas plus de valeur que les cailloux de l'Eldorado, mais représentent aujourd'hui trente, cinquante fois, et plus, leurs déboursés. Il y a peu de chemins de fer qui valaient mieux.

Quant au père Tanguy, c'était une autre note. Un apôtre, celui-là : un apôtre en sabots, en gilet de tricot et en tablier bleu, bien qu'il ne se fit jamais rasoir, il avait toujours une barbe de quatre jours. Il occupait une petite boutique rue Clausel : c'était la banlieue de la rue Laffitte et les premiers contreforts de Montmartre : à tout prendre, le pôle Nord des régions commerciales et pas encore les alluvions du bric-à-brac. Personne ne venait dans cette boutique, sauf quelques jeunes gens aussi doux d'allures que terribles d'intentions, puis un non moins petit nombre d'étrangers passionnés, buveurs d'acide prussique et chasseurs de truelles. C'est là que fleurissait Van Gogh, aux pétards de couleur affolés, et Cézanne encore, et Gauguin avant ses voyages à Tahiti. C'est là que les nourrissons du symbolisme suçèrent leurs premiers tubes de vermillon, de jaune de cadmium et de vert Véronèse, et produisirent des œuvres qui n'excitèrent pas les mêmes fureurs que les expositions de la rue Laffitte en 1874, parce qu'on ne se met pas en colère comme cela trois fois dans un siècle, mais qui seront peut-être un jour admirables à leur tour et achetées très cher, si Dieu le veut. Car les choses les plus folles aujourd'hui deviennent les choses sages de demain. C'est un conseil, un secret que je livre pour rien à ceux qui veulent faire une fortune : ils réussiront infailliblement, à la condition d'avoir assez de flair pour ne pas confondre un aiglon avec un jeune canard.

D'ailleurs le père Tanguy avait une esthétique et un critérium particuliers. Il disait : « Ce peintre-là ira loin ; c'est un jeune homme très bien élevé et qui ne va jamais au café. » Ces encouragements à la sagesse dans les mœurs faisaient bon ménage avec la modique mais sincère protection accordée à toutes les révoltes dans la peinture. Rarement pareille férocité fut allée à pareille douceur ; c'est d'ailleurs le signe distinctif de tous les apôtres.

O heureux jours du père Tanguy et du père Martin, à jamais disparus ! Beaucoup des tableaux qui sortirent de leurs échoppes, encadrés de baguettes de bois blanc disloquées et passées au cirage ou au bronze de deux sous, se pressaient maintenant dans des ors ronflants et parvenus. Il ne peut plus se fonder de boutiques semblables : il manque la boutique, le marchand, la conviction, et peut-être même les artistes.

Puis tout le monde veut commencer par où les vainqueurs du jour ont fini. Pas de bébé qui ne chante tout comme la future femme de Barbe-Bleue, tout en brandissant un pinceau englué de couleur. Pourquoi j'aurais pas comme les autres, puisqu'il s'agit de tirer au sort ? Quant aux marchands, ils encouragent ou font semblant d'encourager ces belles dispositions et ils gorgent les collectionneurs jusques au menton, et au delà. Ces collectionneurs sont d'ailleurs les plus agréables compagnons. Lorsqu'il s'agit d'acheter d'un « jeune » ou de celui qui se vendra très cher demain, ils demandent : « Combien la douzaine ? » Lorsqu'ils éprouvent le besoin de se payer de l'« arrivé », ils font la moue si on leur offre une chose à moins de vingt-cinq mille.

Partant de ce principe profond que certains acheteurs méprisent ce qui n'est pas coté très haut, les grands marchands de tableaux actuels ont épousé le marché à vous emporter la Louche, et d'un vigoureux coup de fouet fait se cabrer les prix par-dessus les maisons.

Le père Tanguy et le père Martin, innocents troglodytes, hommes de l'âge de pierre, auraient vu avec stupeur leurs grands confrères et successeurs traverser l'Océan, jongler avec les enchères, et fonder avec la rapidité de l'automobile sur l'article demandé. Les uns offrent des poignées de bank-notes pour des tableaux qui ne sont pas à vendre. Les autres refusent de vendre ce qu'on demande à leur acheter à n'importe quel prix. Ces merveilleux banquiers attirent le pont comme chasseurs d'âmes. L'épilogue de tout cela, personne ne peut, ou ne veut le prédire. Quant à la moralité... il n'y en a pas.

En somme, l'homme le plus heureux, à l'heure présente, est celui qui a ramassé chez lui deux ou trois petits Paul Delacroix, qui n'ont pas plus cours qu'une pièce de vingt sous de Napoléon III sans la couronne. Et encore, non ! qui sait si on ne fera pas demain remonter à leur tour les Paul Delacroix ? L'homme le plus heureux est celui qui, sans posséder un seul tableau, va au Louvre voir l'*Antiope*, la *Mise au tombeau* et les *Pélerins d'Emmaüs*, car s'ils lui procurent quelque joie en cette misérable vie, cette joie n'est certainement pas troublée par la crainte de les voir baisser, ni par la tentation, mêlée de remords, de les envoyer à l'hôtel des Ventes.

Arsène Alexandre.

Échos

La Température

Les basses pressions s'éloignent vers la Russie et le baromètre reste relativement élevé à l'ouest des îles Britanniques et sur toute la partie de l'Est et le Midi, et des orages à Biarritz, Perpignan et Lyon. Un temps généralement chaud et beau reste probable sur nos régions.

Hier, après une journée orageuse, une forte

pluie est tombée sur Paris dans la soirée. Le thermomètre, à 16° le matin à huit heures, s'est élevé à 21° dans l'après-midi.

Le baromètre, à 759 mm le matin, était le soir, en forte hausse, à 768 mm.

Les Courses

A deux heures, Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de Chanteloup : Rachel.
Prix Bocage : Irkoutsk.
Prix de Gisors : Florenville.
Prix Godolphin : Niphon.
Prix de Grisy : Hymnis.
Prix de la Châtaigneraie : Mine d'Or.

QUELQUES CHIFFRES

Nous avons rappelé hier que le Gouvernement croyait pouvoir rendre applicable la loi sur les accidents du travail, qui navre les petits patrons en les exposant à l'obligation de fermer boutique. Il s'agit de leur offrir le concours de la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, administrée par la Caisse des dépôts et consignations.

Cette Caisse a été fondée en 1868. Elle a été subventionnée, par l'Etat, de deux millions cent mille francs qu'elle n'a jamais dépensés parce qu'elle a fait un fiasco lamentable.

Voici comment elle fonctionne. Elle n'assure que les accidents entraînant une incapacité permanente de travail, et laisse aux Sociétés de secours mutuels le soin de venir en aide aux ouvriers atteints d'incapacité temporaire.

On contracte avec elle des assurances individuelles ou collectives ; c'est-à-dire que l'ouvrier peut s'assurer directement, et que les patrons, Sociétés de secours mutuels, administrations, peuvent assurer leurs ouvriers ou leurs membres en bloc.

L'assurance est annuelle. Elle coûte une prime de 8 francs, de 5 ou de 3 francs.

Quand un assuré est victime d'un accident entraînant l'incapacité permanente du travail de sa profession, on multiplie par 320 la prime qu'il paye, parce qu'on a calculé que dans les mines, endroits où les ouvriers sont le plus exposés, il y en a un sur 320 en moyenne, et par an, qui est victime d'un accident.

Si l'accident entraîne une incapacité absolue de tout travail, la caisse, sur la subvention de l'Etat, double la somme ainsi obtenue.

Cette somme est remise à la Caisse des retraites pour la vieillesse qui, d'après ses tarifs, assure à la victime une rente viagère.

En cas de mort, la veuve a droit à deux années de la pension de son mari.

Exemple. Un ouvrier s'est assuré pour 8 francs par an. Il est victime d'un accident entraînant une incapacité absolue de tout travail. On remet pour lui à la Caisse des retraites une première somme de 2.560 francs, provenant de sa cotisation multipliée par 320, et une seconde somme de 2.560 francs, provenant de la subvention de l'Etat, soit 5.120 francs qui sont convertis en rente viagère.

Savez-vous combien il y a d'ouvriers qui se sont assurés de 1868 à 1881 ? Six cent quarante-deux.

Et combien il y a eu de sinistres ? Six ! Comme prévoyance, c'est maigre !

Les patrons, par contre, ont assuré 16.364 de leurs ouvriers.

Evidemment, s'il s'agissait simplement de faire fonctionner cette Caisse, d'après sa loi constitutive, le tout se réduirait à un impôt annuel de huit francs par an prélevé sur le patron par tête d'ouvrier.

Et ce serait très supportable. Mais les indemnités que fournit cette institution sont bien inférieures à celles que prévoit la loi sur les accidents.

Et ensuite, comme c'est l'Etat qui administre et répond de tout, nous nous embarquons dans une nouvelle entreprise collectiviste qui se traduira, nécessairement, par une augmentation des impôts existants : n'est-ce pas ? — O Ligue des contribuables !

Cela n'ira pas tout seul. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

M. Guillaumin, ministre des colonies, a reçu, hier dans l'après-midi, une dépêche du gouverneur de Djibouti faisant connaître qu'il n'y a rien de fondé dans les bruits alarmants qui ont couru ces jours derniers au sujet de la mission Marchand.

En même temps, le ministère des colonies recevait un télégramme du commandant Marchand, daté de Harrar fin avril et lui annonçant l'arrivée de la mission à Djibouti vers le 20 mai au plus tard.

Nous avons annoncé que le Cercle militaire se proposait de recevoir les officiers de la mission Marchand, lors de leur passage à Paris. Le général de Lamoignon, président du Cercle, en avait avisé par dépêche le commandant Marchand. Il a reçu hier, par la voie de Djibouti, la réponse suivante du vaillant officier :

Officiers mission Congo-Nil acceptent invitation flatteuse et vous prient présenter, avec remerciements, respectueux hommages à gouverneur militaire et Conseil d'administration. — MARCHAND.

Le Cercle militaire, qui fit une réception si brillante aux officiers de l'escadre russe de l'amiral Avellan, se prépare actuellement à recevoir non moins dignement nos vaillants compatriotes.

M. Gaston Bouniols, l'homme si aimable qui remplit dernièrement les fonctions de chef du cabinet civil du ministre de la guerre, et dont le départ n'a laissé que des regrets au ministère et

dans la presse avec laquelle il avait su entretenir les meilleures relations, demeure attaché à M. de Freycinet, dont il est depuis plus de dix ans, on le sait, le secrétaire intime.

Après quelques jours de repos, M. Bouniols va reprendre ses études politiques et ses travaux personnels interrompus par son passage au ministère.

INSTANTANÉ

ANDRÉ BARDE

Un jeune, tout jeune poète, qui échappe à peine à l'enfance. L'un des coryphées du Tréteau de Tabarin, où chaque soir il dit, d'une voix ardente, ses petits poèmes sociaux, de couleur intense, qui clignent ferme, et dont les rimes sonores crépitent comme la décharge d'une mitrailleuse.

C'est l'auteur du *Jeu de massacre*, une œuvre ironique, qui vient de paraître et fait défiler sous les yeux du lecteur les types contemporains, avec leurs grimaces et leurs ridicules, dessinés à point de burin et gravés à l'eau-forte. La vérité s'y pousse jusqu'à l'état de rire aigu, dans une liberté d'allures, voire une crudité de franchise, ne connaissant guère de limites, et qui peut ne pas plaire à tout le monde, ainsi que le poète l'avoue lui-même :

C'est n'est pas un livre à flatter le fossile. Le bourgeois solennel, le muet, ou l'imbécile : Car ces sortes de gens s'y promènent tout nus Et leur académie a des aires saugrenues.

Au physique, le jeune poète est un grand garçon à peine formé, à la bouche fine, aux yeux pénétrants, à la moustache en pétarade, aux cheveux en révolte, à la barbe en broussaille ; c'est une des variétés du type de la génération nouvelle qui, de naissance, est sceptique et désenchantée. Mais celui-là est, je crois, par accès, capable d'un élan d'enthousiasme : il commence par douter, peut-être pour mieux croire, et pousse le ricanement d'ironie avant le cri de la foi !

Mgr Ireland, qui vient de prêcher, à Orléans, avec le succès que nous avons été heureux de signaler, le panégyrique de Jeanne d'Arc, ne quittera pas la France sans se faire entendre dans une des principales églises de Paris. C'est lui que le distingué vicaire général M. l'abbé Gardey a invité à donner dimanche prochain, à quatre heures, en son église paroissiale, le panégyrique de sainte Clotilde.

L'illustre archevêque de Saint-Paul a accepté avec joie cet honneur, où il voit surgir une nouvelle occasion d'affirmer hautement ses sentiments de profonde sympathie pour la France.

Mgr Ireland aura ainsi, à quelques jours d'intervalle, prononcé l'éloge des deux femmes, des deux saintes dont notre pays est le plus justement fier.

Mgr Ireland prendra également la parole, le dimanche matin, au prône de la messe paroissiale de l'aristocratique église de la rive gauche.

M. Henri Beque est assez malade depuis quelques jours et ses nombreux amis se montrent fort inquiets de son état.

La fête de la Presse à la Grande Roue de Paris s'est terminée trop tard pour qu'il nous ait été possible d'en donner hier matin le compte rendu complet. Elle a été aussi réussie, aussi brillante, dans la soirée que dans la journée, grâce aux attractions multiples offertes aux visiteurs, et bien faites pour les retenir.

Dans la salle du théâtre, archicomble, un gros succès a été fait aux artistes, notamment à M. Cossira, à Mites Poire, Odette Valéry, Edmée Lesot, au sieur Rudolph, etc.

Une véritable phalange de jolies actrices s'était dévouée à la réussite complète de cette fête de la Presse, avec un entrain charmant et un zèle qui ne s'est pas démenti une minute. Donnons une mention spéciale à Mlle Rachel Boyer, Marie Legault, Alice Berthier, Debrége — qui, avec un à-propos parfait, a offert au Président de la République un bouquet de roses, — Diéterle, Jeanne Brindeau, Thomassin, Miramon, Bérady, Angèle, Betsy, Dalti, Hoggers, Rose Lion, Lise Fleuron, Polaire, Odette Valéry, de Nesles, Dji, Jane Derval, Yvon, Duberny, etc.

De vifs remerciements sont également dus à Mme de Thèbes, qui a prodigué les trésors de sa science, avec un éclatant succès d'ailleurs, au bénéfice de l'œuvre.

La recette, de la journée a dépassé 30.000 francs. Les comptes en seront publiés aussitôt après le tirage de la tombola, qui reste fixé au 25 mai.

C'est aujourd'hui que M. Mougeot présentera au Parlement le projet de loi portant création de ces boîtes aux lettres installées chez les particuliers, relevées à heure fixe par le service des postes, et que l'on a déjà baptisées dans le public les « mougeottes ».

La taxe à percevoir pour couvrir les dépenses occasionnées par ce nouveau service sera, une fois la loi votée, fixée par un simple décret, de façon que l'on puisse dans l'avenir, sans avoir besoin d'une nouvelle loi, abaisser la taxe au fur et à mesure qu'augmenteront les demandes de boîtes particulières.

Les « mougeottes » pourront être installées dès ce mois-ci dans les hôtels et immeubles dont les propriétaires en auront manifesté le désir.

Autre réforme intéressante. Désormais les imprimés, journaux, échantillons et en général tous les objets affranchis à prix réduit, pourront comme les lettres d'une dernière levée exceptionnelle moyennant un supplément d'affranchissement.

Cette réforme sera, en même temps

que les « mougeottes », demandée au Parlement qui ne peut manquer de l'adopter.

Après l'affiche des Variétés, celle du Vaudeville va-t-elle aussi changer son titre ?

L'auteur de *Mme de Lavelette*, nous fait-on remarquer, a oublié un *l* au nom de son héroïne qui signait avec cette orthographe : *Lavelette*.

Ceci nous rappelle une anecdote sur Bertall et Balzac.

Le dessinateur, qui avait pris l'anagramme de son petit nom, car il s'appelait Albert d'Arnoux, arriva un matin chez Balzac, qui le poussait à ses débuts, et lui montra désolé son premier dessin portant, au lieu du pseudonyme *Bertall* qu'il avait choisi, le nom, devenu depuis si célèbre, de *Bertall*.

— De quoi te plains-tu ? dit Balzac. Les typos t'ont mis deux *l* au lieu d'une ?... Tu n'en voleras que mieux !

C'est demain que s'ouvrira à la Galerie Georges Petit l'exposition particulière de la collection Mühlbacher, dont nous parlions l'autre jour. On sait que cette collection compte, en tableaux, dessins, gouaches, aquarelles, pastels et miniatures, des œuvres de tout premier ordre des maîtres et petits maîtres de l'école française du dix-huitième siècle. On y retrouve les noms, particulièrement fêtés, de Baudouin, Boilly, Boucher, Bosio, Charlier, Cochin, Debucourt, Desrais, Drouais, Eisen, Fragonard, Freudenberger, Gravelot, Greuze, Hoin, Huet, Lancret, La Tour, Lavreince et sa série incomparable de gouaches, Lépicier, L. Moreau, Moreau le Jeune, Nattier, Pater, Portail, Prud'hon, les Saint-Aubin-Taunay, Trinquette, Carle Vernet, Watteau, Hall, Isabeau, Augustin, Dumont, etc.

La vente occupera les vacations des 15, 16, 17 et 18 mai, et sera dirigée par M^{rs} Paul Chevallier, assisté de MM. Féral et Mannheim, experts.

Dimanche, exposition publique.

Ce soir, aux Folies-Bergère, première représentation du nouveau ballet : *les Grandes Courtisanes*, de MM. H. Desvignes et Ed. Missa.

Hors Paris

La propriété de Champrosay, où Alphonse Daudet congut et écrivit tant de belles pages, a été mise en vente mercredi, dans l'après-midi, au Palais de justice, par le ministère de M^{rs} Raveton, avoué, et de M^{rs} Roy, notaire de la famille Daudet.

Mise à prix à 60.000 francs, la propriété a été adjugée, sur une seule surenchère, à 60.500 francs. Quoique l'acquéreur ne se soit pas fait connaître, on assure qu'il n'est autre que le fils aîné du grand écrivain, M. Léon Daudet.

Petite aventure de mer.

Le brick français *l'Emilie* était venu, le 7 avril dernier, se mettre à l'abri de la tempête dans une petite baie anglaise, où il avait mouillé pour attendre « l'embellie », comme disent les marins. L'embellie n'arrivant pas, le capitaine du brick français crut devoir se faire remorquer jusque dans le port voisin de Padstow, par un vapeur anglais.

Le lendemain de l'arrivée dans le port, notre bon capitaine demanda la note des frais de remorquage. Quelle ne fut pas sa stupefaction quand il vit l'armateur du remorqueur réclamer le tiers de la valeur du brick et de son chargement, parce qu'il prétendait avoir « sauvé » l'*Emilie* !

Pareille aventure est arrivée l'an dernier à un navire de Dunkerque, qui revenait du long cours et avait mouillé dans la baie de Falmouth.

Nos capitaines devraient bien se méfier des sauveteurs trop zélés de la côte anglaise.

La nouvelle que la duchesse Jutta de Mecklembourg-Sirélitz, fiancée au prince Danilo de Monténégro, a l'intention de se convertir à la religion orthodoxe a provoqué une émotion énorme dans la population mecklembourgeoise, essentiellement luthérienne.

Les Mecklembourgeois sont fiers de ce que, de toutes les princesses allemandes, la duchesse Marie de Mecklembourg-Schwérin ait refusé, la première, de changer de religion en épousant un prince orthodoxe, le grand-duc Vladimir de Russie.

Mais la duchesse Jutta invoque deux précédents illustres : celui de la princesse héritière de Grèce, sœur de l'empereur d'Allemagne, et celui de la princesse Alix de Hesse, aujourd'hui impératrice de Russie.

Il est probable que le duc de Mecklembourg sera obligé de céder.

Nouvelles à la Main

Toto, en promenade, s'est arrêté à regarder un pauvre cheval qui venait de s'abattre.

Peu après, dans une autre rue, le même accident se reproduit. L'enfant s'arrête encore.

Venez donc, lui dit sa bonne : un cheval qui tombe, c'est toujours la même chose.

— Oh ! non, répond logiquement Toto. L'autre était noir et celui-là est blanc !

Au Salon, section des dessins.

— Tiens ! X... expose un bord de rivière ; je croyais qu'il devait envoyer un coin de forêt...

— Il aura changé son fusil d'épaule !

Le Masque de Fer

L'ANNÉE SAINTÉ

(Par dépêche de notre correspondant particulier) :
Rome, 11 mai.

Léon XIII fait publier aujourd'hui la bulle qui proclame l'année 1900 année de jubilé ou année sainte. Cette bulle a été lue solennellement ce matin, à onze heures, sous le portique de Saint-Pierre, puis affichée aux portes des autres basiliques. C'est la vingt et unième année sainte. La dernière fut celle de 1825. Durant son long pontificat, Pie IX eût pu en proclamer deux : 1850 et 1875 ; mais il dut s'abstenir. En 1850, le Pontife était réfugié à Naples ; en 1875, on était aux premiers temps de l'occupation italienne et il eût pu être dangereux — alors que les passions étaient assez excitées — de faire venir à Rome un trop grand nombre de catholiques.

On prévoit que l'année prochaine plus de 300.000 pèlerins visiteront la Ville éternelle.

Félix II.

LA DERNIÈRE ÉTAPE

DE

L'AFFAIRE DREYFUS

II

Les fuites du ministère de la guerre. — La date exacte du bordereau. — Esterhazy et Henry.

Il est certain que de nombreux actes de trahison se sont produits en France, comme dans tous les pays du monde, et cela de tout temps.

En ce qui concerne les secrets de notre matériel d'artillerie, Boutonnet, qui avait entre les mains toutes les archives de la section technique de l'artillerie, a été pris en flagrant délit de trahison et condamné en 1890. Il est avéré qu'il a livré à l'Allemagne des renseignements importants.

Au ministère de la guerre, il existe, renfermés dans d'énormes cartons, des documents émanant de militaires étrangers, non applicables à Dreyfus, et démonstratifs au plus haut degré d'actes répétés de trahison.

Nous ne citerons qu'un exemple. Dans la note que le général Deloye a communiquée récemment, en réponse à

la guerre du 20 au 25 septembre; il était accompagné de documents datés du commencement d'août et du 2 septembre.

Le général Roget appuie la déclaration du général Zurlinden, non seulement par l'argument de fait, mais encore par la nature des documents énumérés au bordereau que le commandant d'Ormescheville, d'ailleurs, avait su parfaitement accommoder à la date fautive d'avril-mai 1894 :

1° Note sur le frein hydraulique du 120 et la manière dont s'est conduite cette pièce. Ce n'est qu'un milieu de mai, au plus tôt, qu'on a pu avoir des renseignements sur la manière dont s'était conduite la pièce.

2° Note sur les troupes de couverture. Quelques modifications seront apportées par le nouveau plan.

Je pense pouvoir établir avec certitude, devant la Cour, qu'il s'agit ici de travaux réellement faits à l'état-major de l'armée au mois d'août, et que le bordereau serait, par suite, de cette date.

3° Note sur une modification aux formations de l'artillerie.

Ces travaux se sont faits au 1er bureau de l'état-major de l'armée, dans le courant du mois de juin.

4° Note sur Madagascar.

Les premières expéditions du rapport sont du 20 août, et les expéditions définitives du 22 août.

5° Projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne.

Les premiers envois sont du 16 mars, et ils n'ont pu parvenir aux destinataires avant le 21 ou le 22; les autres envois du projet sont échelonnés du 16 mars au 12 mai.

En résumé, la date à laquelle a été écrit le bordereau peut se fixer, avec une très grande vraisemblance, au mois d'août — date à laquelle il est parvenu au ministère.

Les mots : *Je vais partir en manœuvres* indiquent le départ pour les grandes manœuvres (fin août ou commencement de septembre).

Dreyfus a dû y aller et a cru, jusqu'à la fin d'août, qu'il irait.

Mais il n'y est pas allé, non plus que les autres stagiaires du son groupe; précisément à cause des travaux du plan, qui se faisaient à ce moment, et pour lesquels on a utilisé leurs services.

A cette argumentation, joignons celle du commandant Cugnet, qui précise les explications données par les généraux Roget et Zurlinden :

— Ces manœuvres ont lieu fin août, commencement de septembre. C'est donc, suivant moi, à cette époque de l'année qu'il faut placer la date du bordereau.

En fait, Dreyfus n'a pas assisté aux manœuvres en 1894; mais, jusqu'au dernier moment, il a cru devoir y assister.

Je crois me rappeler que c'est le 28 août 1894 que les stagiaires de deuxième année appartenant à l'état-major ont été avisés que, pour la première fois, cette année, ils n'assisteraient pas aux manœuvres.

Je crois devoir, à ce sujet, donner à la Cour quelques explications, si elles ne lui ont pas été fournies précédemment.

Antérieurement à 1894, les stagiaires de l'état-major de l'armée n'accomplissaient pas, dans les corps de troupes d'une armée différente de la leur, le stage réglementaire. Seuls de tous les stagiaires, il leur était fait application de cette exception, et le stage réglementaire de trois mois était remplacé pour eux par un court passage dans un corps de troupes d'une armée différente de la leur, à l'occasion et pendant la durée des manœuvres d'automne.

Dans le courant de l'année 1894, en mai, je crois, on se préoccupa de faire rentrer les stagiaires de l'état-major de l'armée dans la loi commune; mais la question n'aboutit pas immédiatement, et ce ne fut qu'à l'époque que j'ai indiquée (le 28 août, je crois) que les stagiaires furent informés d'une décision les assignant au stage réglementaire de trois mois, fixant la date du commencement de ce stage au 1er octobre de l'année courante, et les informant qu'ils n'assisteraient pas aux manœuvres.

Sur la demande de la Cour de cassation, la circulaire à laquelle le commandant Cugnet fait ici allusion a été versée aux débats. Or, elle est datée du 17 mai 1894 et signée du général de Boissière.

Elle prescrit que, désormais, les stagiaires d'état-major, au lieu d'aller aux manœuvres d'automne, feront un stage de trois mois dans les corps de troupes. Les périodes affectées à ces stages, dit-elle, seront fixées pour les stagiaires de première année, de juillet à octobre, et, pour les stagiaires de deuxième année, d'octobre à janvier.

D'où l'on peut conclure que Dreyfus connaissait certainement, en août 1894, la circulaire du 17 mai précédent; qu'il savait depuis longtemps qu'il n'irait pas aux manœuvres de juillet à octobre — cette date étant assignée formellement à ses camarades, les stagiaires de première année — et qu'il ferait, lui, son stage dans un régiment, d'octobre à janvier.

Par conséquent, il est absolument impossible que Dreyfus ait pu écrire au mois d'août, date du bordereau : « Je pars en manœuvres. »

Remarquons que la date primitive et fautive à laquelle Henry — et l'état-major d'après Henry — avait fixé l'arrivée du bordereau, établissait d'avance un alibi au commandant Esterhazy, qui ne pouvait pas connaître, en avril 1894, les documents que mentionne le bordereau.

La question de la date se trouve donc réglée aujourd'hui contre les raisons alléguées par le commandant Esterhazy. Il est acquis que le bordereau est d'août-septembre. Et il résulte des déclarations mêmes du commandant Esterhazy qu'il aurait pu le rédiger à cette époque.

D'autre part, le commandant Esterhazy affirme avoir été un agent de contre-espionnage.

Lisons sa lettre au président de la Cour de cassation, datée du 13 janvier 1899 :

Je déclare formuler comme témoin, et sous la foi du serment, les déclarations suivantes dont j'aurais apporté les preuves écrites, si on me l'avait permis :

J'ai eu avec un agent étranger, pendant dix-huit mois environ, de 1894 à 1895, à la demande du colonel Sandherr, du service des renseignements, que j'avais connu en Tunisie, des rapports que j'avais présentés devant vous, si j'avais été relevé du secret professionnel.

Devant la Chambre criminelle, le président lui pose cette question :

Vous dites que vous n'avez agi que dans l'intérêt de la France et que vous avez pu fournir au colonel Sandherr des renseignements du plus haut intérêt, et combattre utilement des agissements dont l'auteur était bien connu.

Il serait donc de votre propre intérêt, même sur ce terrain sur lequel vous vous placez, d'atténuer par vos explications le fait que vous reconnaissez, dans votre lettre, d'avoir été l'intermédiaire entre le colonel Sandherr et un agent étranger !

Le commandant Esterhazy. — Je n'ai rien à ajouter.

Rapprochons maintenant la déclaration d'Henry dans l'interrogatoire qu'il a subi devant M. Cavaignac le 30 août 1898.

Le général Roget lui ayant demandé : — Savez-vous s'il a existé des relations entre le colonel Sandherr et le commandant Esterhazy ?

Il répond :

— Je crois qu'ils s'étaient connus en Tunisie, mais je n'ai jamais vu le commandant Esterhazy au bureau qu'une fois, en 1895. Il venait apporter au colonel des renseignements qu'il avait recueillis par hasard.

Mais tous les généraux établissent que le commandant Esterhazy n'a jamais été un contre-espion...

Passons aux rapports du commandant Esterhazy et d'Henry. Le général Roget combat comme suit l'hypothèse d'un concert entre le commandant Esterhazy et Henry :

— Je ne crois pas qu'Henry et Esterhazy aient été en relations en ce moment ;

2° Henry, en sous-ordre au bureau des renseignements, n'ayant aucune relation avec l'état-major de l'armée, ne connaissait certainement pas les titulaires de cet état-major et, à plus forte raison, les stagiaires ;

3° Henry était dans l'impossibilité absolue d'inventer une pièce comme le bordereau.

Henry était un officier de troupes, qui avait fait une grande partie de sa carrière en Algérie (aux zouaves), qui n'avait qu'une instruction primaire, qui n'avait aucune connaissance des travaux faits à l'état-major de l'armée et qui était incapable de parler des documents dont il est question au bordereau.

Enfin, il faudrait se demander quel intérêt pouvait avoir Henry à fabriquer une pièce comme le bordereau, alors qu'il ne connaissait même pas Dreyfus, et qu'il n'était vraisemblablement pas en relation avec Esterhazy.

Entendons, après cela, le commandant Esterhazy :

— Le colonel Henry était un de mes camarades; j'avais été avec lui depuis près de vingt ans au service des renseignements, peu de temps après la création de ce service; j'y étais comme lieutenant, et Henry y était également avec le même grade et le même emploi que moi : je l'avais revu très fréquemment depuis.

Ce point établi, quelle était en 1894 la situation du commandant Esterhazy ? Tout le monde sait combien elle était alors difficile. Il menait une vie de plus en plus dégringolée, il avait de grands besoins d'argent, qu'il ne pouvait satisfaire. Sans scrupules, il s'engageait dans les affaires les plus louches.

On connaît, par ses lettres à Mme de Bouilly et à M. Jules Roche, quels sentiments de fureur il nourrissait contre ses chefs et en quelle médiocre estime il tenait l'armée où il servait.

III

L'accusation se porte sur Dreyfus. — Comment ? — Guinée et de B. — Le jeu et les femmes. — Déposition de M. Lépine.

Le général Zurlinden fait le tableau de la situation, au ministère de la guerre, lors de l'arrivée du bordereau.

Il explique d'abord comment les préoccupations étaient déjà nées, et sur quoi elles reposaient :

Les renseignements qui avaient motivé les premières recherches au sujet d'un traître dans les bureaux de l'état-major général existaient encore au dossier secret du bureau des renseignements. Ils consistaient principalement : 1° dans les rapports d'un des agents en relation lui-même avec des agents étrangers, qui prouvent que le traître était, en juin 1894, à l'état-major général et au 2° bureau ; 2° une autre lettre, de février 1894, d'un agent étranger, laisse croire également que l'on traquait au 2° bureau ; 3° une lettre de la fin de 1893, du même agent, indique que l'on donne au 2° bureau des renseignements provenant du 4° bureau, sur le service des chemins de fer ; 4° enfin, il y a un Mémento qui indique les préoccupations d'un agent étranger, au sujet des difficultés et des dangers d'organiser des relations avec un officier français.

Les officiers d'état-major, ou bien d'artillerie, ou bien du génie, pouvaient d'ailleurs seuls fournir à l'étranger des renseignements d'importance suffisante pour compenser le danger de pareilles investigations conduites par des agents accablés chez nous.

Ces divers documents furent le point de départ des recherches faites à l'état-major de l'armée, d'abord sur des agents, et ensuite sur les officiers. Ces recherches n'amenèrent aucun résultat; dans tous les cas, elles ne firent en rien soupçonner le capitaine Dreyfus.

Donc, voilà un premier aveu : Dreyfus n'était pas soupçonné.

Alsacien d'origine, entré à l'Ecole polytechnique, sorti dans l'artillerie, riche par son père et par son mariage avec Mlle Hadamard, il possédait, déclare le colonel du Paty, environ 30,000 francs de revenus.

Ayant été admis à l'Ecole de guerre, il en sortit avec la note suivante :

1894-1892. — Note de l'Ecole supérieure de guerre.

Physique, assez bien. — Santé assez bonne. Myope.

Caractère facile; éducation bonne. — Intelligence très ouverte.

Conduite très bonne. — Tenue très bonne. — Instruction générale très étendue. — Instruction militaire théorique très bonne; pratique très bonne; connaît très bien l'allemand; monte très bien à cheval; sert bien. Admis à l'Ecole n° 67 sur 81; a obtenu le brevet d'état-major avec la mention : très bien.

Très bon officier, esprit vif, saisissant rapidement les questions, ayant le travail facile et l'habitude du travail.

Très apte au service de l'état-major.

Le général de division commandant l'Ecole, de DIENNE.

Il entre à l'état-major de l'armée. Le premier semestre, il reçoit d'excellentes notes du colonel Germiny. Au contraire, il est assez mal noté, le second semestre, par le colonel Fabre, qui ne le connaît pas, mais nous allons en apprendre la raison.

Voici la déclaration du colonel Fabre :

— Ayant eu à noter cet officier, le capitaine Dreyfus, d'après les renseignements qui m'avaient été fournis sur son compte par le commandant Berlin, son chef direct, et par le lieutenant-colonel Roget, à cette époque sous-chef de bureau, je l'avais signalé, sur son folio du personnel, comme ne remplissant pas les conditions voulues pour être employé à l'état-major de l'armée.

Conformément à la circulaire du général de Boissière, Dreyfus quitta, pour son stage, le ministère en 1894, et est affecté à un régiment d'infanterie à Paris.

Revenons à l'enquête faite à l'état-major pour découvrir l'auteur du bordereau.

Les premières recherches n'ont pas eu de résultat :

— Des investigations, déposées le général Goussier, furent immédiatement commencées pour trou-

ver l'auteur de ce document, à la direction d'artillerie du ministère de la guerre, tant on était persuadé que l'auteur ne pouvait être qu'un officier d'artillerie, et, presque aussitôt après, dans les bureaux de l'état-major de l'armée.

Le général Goussier ajoute :

Pour faire les recherches nécessaires relatives à son auteur, des photographies furent faites à la section de statistique. Un exemplaire de chacune d'elles fut donné aux chefs des quatre bureaux de l'état-major, au directeur de l'artillerie (3e direction) et aussi, autant qu'il m'en souvienne, aux directeurs des 1re, 2e et 4e directions (infanterie, cavalerie, génie), ces différentes directions employant des officiers sous leurs ordres.

Ces dernières directions n'ayant que peu d'officiers à leur disposition le travail fut rapidement terminé.

L'examen fut beaucoup plus long à la 3e direction et dans les bureaux de l'état-major ; le chef de la 3e direction était préoccupé en raison des documents annoncés dans le bordereau, dont la plupart concernaient son service, et son enquête fut longue et minutieuse.

Plus tard, dans les bureaux de l'état-major qu'à la 3e direction, on ne trouvait rien, lorsque le colonel Fabre, chef du 4e bureau, et le colonel d'Abouville, sous-chef, eurent l'idée de comparer les écritures des stagiaires qui avaient passé par ce bureau, en prenant les feuilles d'inspection écrites par les officiers ; c'est ainsi qu'ils furent amenés à reconnaître dans Dreyfus l'auteur présumé du bordereau.

Voilà donc la similitude de l'écriture qui déterminait d'abord les soupçons, puis l'arrestation, qui a été trop de fois racontée pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

Le général Goussier. — J'ai examiné le bordereau avec ces messieurs, et j'ai pu constater par moi-même des similitudes d'écriture très grandes, qui m'ont particulièrement frappé.

On prend des renseignements sur le compte de Dreyfus.

Ecoutons le colonel Cordier :

Aussitôt l'arrivée du bordereau, on s'est occupé de rechercher tous les renseignements possibles sur l'existence de Dreyfus.

Pendant la période de l'enquête de l'officier de police judiciaire, les premiers renseignements venus semblaient très défavorables. Il était question de femmes, de trépas, et le maximum de charges de ce genre a coïncidé avec la remise du rapport de l'officier de police judiciaire au ministre de la guerre, et avec la publication dans les journaux du nom de Dreyfus.

A ce moment, les agents des recherches ne pouvaient pas ignorer les motifs pour lesquels on leur faisait faire des enquêtes au sujet du capitaine Dreyfus.

C'est ici que l'agent Guinée et M. de B... vont entrer en scène.

L'agent Guinée est chargé par Henry de rechercher les antécédents de Dreyfus.

Dans sa lettre à M. Mazzeau (d'avril 1899), le colonel Picquart dit que Henry, parlant de Dreyfus, l'appelait : « Ce juif. »

L'agent Guinée opère.

On connaît les notes de cet agent.

Voici en quels termes il parle de lui-même :

— Je fréquente la haute société, les grands bars, les grands hôtels, les villas d'été.

Je connais beaucoup de personnes haut placées, et c'est ainsi qu'un jour, en mars 1894, un très grand seigneur, ayant le titre d'Excellence, lequel avait beaucoup la France, me rencontrant, me fit monter dans son coupé et me dit :

Vous avez à l'état-major un homme qui communique avec directement, soit indirectement, avec Schwartzkoppen et le renseignement. Je préviens aussitôt le colonel Sandherr qui me dit simplement :

— C'est bien, suivez cela prudemment.

Guinée est au mieux avec M. de B. C'est ce qu'il nous raconte dans sa déposition :

— Il est exact que j'ai été en rapport avec une personne dont je ne puis dire le nom — nous la désignons, si vous le voulez bien, par la lettre B — laquelle avait des relations dans le monde. Je ne sais si cette personne a été en rapport avec le colonel Henry, mais je peux affirmer que cette personne m'a donné certains renseignements importants que j'ai aussitôt communiqués au lieutenant-colonel Henry, comme cela était mon devoir.

Mais cette personne ne m'a rien dit sur l'affaire Dreyfus, soit avant, soit depuis la condamnation.

Je suis certain que cette personne, qui est immanquablement riche, n'a pas reçu de rémunération particulière.

Cette personne, qui me connaît depuis plus de vingt ans, m'a fourni ces renseignements par sympathie pour la France.

Cette double source d'informations de Guinée permettra plus tard aux généraux Roget et de Boissière d'accuser nettement Dreyfus.

Voici ce que dit le général de Boissière :

— Deux rapports, écrits par un agent dont l'honnêteté était connue, et confirmés par une déclaration verbale faite par un personnage diplomatique, avaient engagé à rechercher le coupable parmi les officiers, signalant même un officier qui avait été ou qui était encore au deuxième bureau.

Et voici le général Roget :

Quant au renseignement apporté par M. de B..., je crois qu'il a été donné au commandant Henry; mais ce renseignement ne faisait que confirmer ceux qui étaient déjà consignés dans les rapports écrits dont j'ai parlé déjà à la Cour, lesquels sont signés, en toutes lettres, par un agent du service des renseignements, agent sûr, au service depuis très longtemps et qui y est encore, et qui est, lui, en rapport direct avec M. de B.

L'agent sûr dont parle le général Roget et dont le général de Boissière dit que l'honnêteté était connue, c'était Guinée.

Déposant devant la Cour, il raconte que Dreyfus fréquentait chez Mme Y... « où il se rencontrait avec un commandant allemand. Il ne savait point assurément par lui-même, mais « d'après les déclarations d'autres femmes qu'il ne peut nommer ». Il précise notamment que « Dreyfus fréquentait les trépas, tel que le Betting-Club, le New-Club, le Cercle Washington et le Cercle des Capucines ».

Pour Guinée, « le mobile de l'acte de trahison est le besoin d'argent. Dreyfus avait épousé une femme dotale et qui faisait d'assez fortes dépenses de toilette. »

Cette dernière assertion a été démentie par le lieutenant-colonel du Paty de Clam lui-même, dans sa déposition devant les Chambres réunies. Il a déclaré que, lors de sa perquisition au domicile de Dreyfus, il avait remarqué la simplicité de l'appartement et la modestie des toilettes.

Or, ce même temps que « l'agent sûr » Guinée faisait ses rapports, dont les éléments étaient recueillis dans les grands bars, d'autres renseignements arrivaient à l'état-major.

Voici ce que dit le colonel Cordier :

— Les mauvaises renseignements reçus, leur gravité s'atténuait, et il ne semblait pas que

les dépenses de Dreyfus fussent au-dessus de ses ressources. Les renseignements venus de Mulhouse, où il avait de grands intérêts, assez mauvais au début, avaient été remplacés par d'autres beaucoup plus satisfaisants, tant au point de vue matériel qu'au point de vue national.

Le ministre de la guerre donne alors l'ordre d'adresser à la Préfecture de police.

M. Lépine, ancien Préfet de police, a déposé devant les Chambres réunies sur cette enquête.

EXTRAIT DE LA DÉPOSITION DE M. LÉPINE devant les Chambres réunies.

— J'ai été consulté, a dit M. Lépine, par le ministre de la guerre, au sujet de la vie privée du capitaine Dreyfus, des dépenses qu'il aurait faites, des femmes qu'il aurait fréquentées, de ses habitudes de cercle.

Cette demande m'avait été adressée à la suite des recherches qui avaient été faites par l'agent spécial du ministère de la guerre. J'ai pensé que, peut-être, il y avait quelque exagération dans les rapports de cet agent et j'ai fait procéder à une enquête minutieuse.

Les deux rapports que j'ai adressés aux bureaux étaient aussi concluants que possible.

J'étais, en effet, absolument renseigné sur les cercles où j'avais des agents spéciaux qui méritaient une confiance absolue.

C'était à l'époque où l'affaire Portalis m'avait amené à porter sur les cercles une attention particulière.

Renseigné très exactement, j'ai pu affirmer que le capitaine Dreyfus n'allait dans aucun cercle et, par conséquent, ne jouait pas. Dès lors, il n'avait pu faire de dettes de jeu nécessitant l'intervention de son beau-père.

Si cela a été dit, c'est que l'on s'est renseigné bien légèrement.

On a commis une confusion de personnes.

Quant aux femmes, on ne peut sur ce chapitre être absolument affirmatif. Mais en tout cas — et en supposant, ce que l'on a pu vérifier, que Dreyfus a eu des rapports avec une ou deux personnes, — je puis déclarer que celles-ci ne seraient pas des femmes d'argent ou d'entraînement.

C'était Henry qui venait du ministère de la guerre m'apporter les demandes de service. C'est à lui que je remettais les réponses. Et dès lors, il est infiniment probable que c'est à lui que j'ai remis mes rapports sur Dreyfus.

La minute de ces rapports existe à la Préfecture de police où on pourrait les consulter.

Ce n'est, en effet, qu'à la Préfecture de police qu'on peut retrouver les rapports de M. Lépine. Ceux qu'il avait remis à Henry ne sont jamais parvenus au ministère de la guerre.

(A suivre.)

LA JOURNÉE

Vendredi 12 mai

Courses à Maisons-Laffitte (2 h.).

Première : Au Gymnase, Table ouverte (2 h.), sous les auspices des « Parisiens de Paris ».

Le Parlement : Au Sénat, discussion du budget (2 h. 1/2). — A la Chambre, les conventions anglo-françaises en Afrique et suite des interpellations sur l'Algérie (2 h.).

Après-midi : Continuation du procès Fabre-Papillat devant les Assises.

Beaux-Arts : Visite du Musée Carnavalet par la Société artistique des Amateurs, sous la direction de M. Cain (2 h. 1/4). — Sortie de loge pour le concours de fugue et de chœur, à 10 h. du matin, Conservatoire (Prix de Rome, composition musicale).

Conférences : Inauguration des conférences de la Ligue maritime française, par le capitaine de vaisseau Frayssinet-Bonin : « Le rôle de la marine » (8 h. 1/2 du soir, 8, rue d'Athènes). — M. Delomb de Mézières : « Un intellectuel au dix-huitième siècle » (3 h.). — M. Grenard, explorateur : « La Société Thébatine » (8 h. du soir, 17, rue Paul-Bert). — Lieutenant-colonel Montiel : « Les Dernières opérations militaires en Afrique » (8 h. 3/4, rue de Grenelle, 84).

La loi sur les accidents du travail : Réunion de la Chambre syndicale de la Maçonnerie au sujet de « la Loi du 9 avril 1898 et le Syndicat général de garantie du Bâtiment et des Travaux publics » (9 h. du soir, 74, avenue de la Grande-Armée).

La charité : Vente de l'œuvre de l'Abbeille (28, rue Vignon).

Un anniversaire : Aujourd'hui, premier jour de l'an musulman (anné 1317 de l'Hégire).

Le Monde et la Ville

SALONS

— L'ambassadeur d'Espagne et Mme de Leon y Castillo ont donné hier un déjeuner en l'honneur du duc de Tetuan, ancien ministre des affaires étrangères et premier délégué de l'Espagne à la Conférence de la paix, à La Haye. Au nombre des convives :

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères; le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne; M. Léon Bourgeois, le ministre de Grèce, comte Macedo, M. Crespo, marquis de Villalobar, M. de Benitez, etc.

— Au carnet mondain : — Lundi prochain, grande soirée chez le gouverneur militaire de Paris et Mme Zurlinden, dans leurs salons de l'hôtel des Invalides; — Le mardi 23 mai, matinée musicale et tour de valse chez la comtesse de La Morlière, dans son hôtel de la rue Boissière.

— La duchesse de Bojano née Comte de Mey, de retour d'Italie, a repris pour un mois et demi ses réceptions du jeudi.

— Très jolie soirée dansante, avant-hier, chez Mme Harris Phelps, dans son hôtel de la rue Vaneau, orné à ravir d'une profusion de fleurs. Parmi les invités :

L'ambassadeur de Turquie, le ministre de Bulgarie et Mme Guichard, le ministre du Japon et Mme Kurino, marquis Paulcel de Calboli, marquis et marquise d'Angenson, duc de Pomar, marquis de Sercey, marquise de Linière, comte et comtesse de Gasquet, comte et comtesse de Maistre, comte et comtesse Henry Houssaye, comte et comtesse de Fancourt, comte de Promesant, comte et comtesse d'Hulst, duchesse de Bellune, princesse Galtzine, vicomtesse de Richemont, vicomte et vicomtesse de Jumilhac, vicomte et vicomtesse de Lauriston, baron et baronne du Mesnil, baron et baronne La Caze, baron et baronne de Kertangy, baron et baronne de Vence, baronne de Puffling, Mlle de Richemont, de Lesseps, Brocheton, de Poupliquet, de Guiryo, de Lavigère, de Red, de Kermaingant, de Crazannes, de La Botetière, de La Rue, de Montebello, de Sercey, marquis d'Abrantes, prince della Rocca, marquis de La Soudière, marquis de Gourdon, de L'Echo, marquis de Ro-

quefeu, marquis de Forcet, comte de Jametel, comte Ernest de Gabric, comte de Girardin, vicomte du Passage, vicomte de Vibraye, vicomte de Reisel, vicomte de Massougues, M. et Mme Nazare-Aga, Mme de M. M. Stokes, Mlle, Vallier, Mercier, de Korbailot, etc.

On a dansé, à l'orchestre, jusqu'au petit jour.

— La comtesse de Bernard a donné un grand dîner pour rendre la crémalière dans ses beaux salons du boulevard Haussmann. Au nombre des convives :

Vicomte et vicomtesse de Brignac, baron et baronne de Gualy, Mlle de M. de Fontenay, M. et Mme de Tercas, comte et Mlle de Rivière, M. de Gorse

LES FÊTES DE CLOVIS

A REIMS

(PAR DÉPÊCHE)

Reims, le 11 mai 1899.

Il y a deux ans, la ville de Reims organisa de grandes fêtes commémoratives de la conversion du roi des Francs au christianisme. Pour ces fêtes, Léon XIII, renouant la vieille tradition des Papes amis des lettres et des arts, écrivit une ode à la France, qu'il intitula le *Baptême de Clovis*, et qu'il offrit à Mgr Langénieux, en le priant de la faire mettre en musique. La partition ne fut pas prête à temps. M. Théodore Dubois l'ayant terminée, on vint d'en donner une exécution solennelle dans la cathédrale.

Quel admirable décor que la nef d'une telle église, et que de voix diverses et magnifiques pourraient y chanter à l'aise, s'y répondre, s'unir, clamer aux foules prosternées les hymnes d'humanité, de souffrance, de joie, de pitié et de pardon! Comme on doit regretter qu'un César Franck, par exemple, n'en ait pas disposé et quel effet eussent produit les *Beatitudes* ou *Rédemption*! Et qui n'a rêvé, tenant une plume de compositeur, de laisser tomber sur un peuple terrifié, de là-haut, tandis que s'ébranleraient les formidables cloches, le tonnerre des orgues; de jeter, des tribunes, les cris d'appel qui déchaineraient, en bas, mille tempêtes instrumentales et chorales et, qui, peu à peu, apaiseraient les ondes furieuses de l'accord majestueux de tant de sonorités éparpillées pendant que se déploierait, au maître-autel, la pompe catholique, d'incomparable splendeur? Je ne m'étonne point que M. Dubois ait séduit par l'idée de tracer quelque vaste fresque de ce genre. Mais son tempérament, ses goûts, ses tendances lui interdisaient de la pousser au romantisme et, ainsi qu'il fallait s'y attendre, c'est par les moyens classiques qu'il l'a peinte.

L'ode, qui porte cette épigraphe : *Vivat Christus qui diligit Francos*, est divisée en trois parties : le Baptême, l'Épopée, le Réveil. Ses dix-neuf strophes, toutes de quatre vers, ont, dans le langage de leurs mots latins, une allure vigoureuse et martiale. Elles disent l'accomplissement de Clovis devant le pèlerin du baptême, sa promesse à Dieu, son vœu de se convertir en échange de la victoire; le baptême, à Reims, du Roi et de son armée; la triomphale allégresse de Rome à la nouvelle d'une telle conquête; l'héroïsme, à travers les âges, des soldats de la foi; la ferme espérance, la croyance indéfectible en l'oubli des haines dans un prochain avenir d'union, de concorde et de fraternité. Le musicien a supprimé quelques-unes de ces strophes, mais des moins significatives, et cela rapetisse considérablement son ouvrage.

Comme je l'ai déjà dit, la partition est de facture classique. On sait l'habileté de l'auteur à se servir de tous les artifices du contrepoint et de la fugue. Nous en trouvons une fois de plus le témoignage et il n'est que juste de reconnaître la bonne ordonnance, la sagesse, la solidité de cette œuvre très consciencieuse, très traditionnelle et aussi très brève, car ses trois morceaux, grâce aux coupures dont j'ai parlé et au parti pris de n'en pas développer les motifs symphoniquement, sont, en réalité, fort courts. Un finale chaleureux a permis à M. Noté de faire sonner de la meilleure manière ses belles notes élevées et d'en emplir l'église ou la voix vibrante de M. Escalès s'est largement déployée. L'orchestre du théâtre, auquel s'étaient joints des amateurs de la ville, la maîtrise de la cathédrale, augmentée de nombreux enfants des divers pensionnats, ont remarquablement obéi au compositeur qui, avec autorité, tenait le bâton et qui, dans la seconde partie de la cérémonie, a dirigé l'exécution de son *Panis Angelicus*, de son *Te Deum* et de son *Tantum Ergo*, souvent joués à Paris.

Alfred Bruneau.

Grains de bon sens

Il y a une quinzaine environ, je reçus un document qui me parut curieux. C'était le rapport officiel d'un professeur de la Faculté d'Aix. M. Clerc, sur les travaux de cette Faculté pendant l'année 1897-1898. J'ai pour habitude de lire toutes les brochures que l'on m'envoie; presque toujours elles sont écrites par des spécialistes, c'est-à-dire par des hommes compétents, qui savent à fond ce dont ils parlent. J'y trouve des sujets d'article.

Il y en avait un dans ce rapport. Le professeur, qui parlait comme s'il était élève de la Faculté elle-même, s'y plaignait du petit nombre des étudiants qui s'asseyaient sur les bancs de la Faculté d'Aix; il la représentait comme endormie et presque agonisante; il regrettait que cette Faculté ne fût pas transportée dans une ville plus populeuse, plus vivante, à Marseille, par exemple, et il terminait son mémoire par cette formule :

« Puisque décidément les étudiants ne veulent pas venir là où se trouvent les professeurs, que l'on mette les professeurs là où se trouvent les étudiants. »

Vous savez qu'il y a quelques années une polémique très vive s'était engagée au Parlement et dans la presse sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de supprimer les Facultés établies dans les petits centres et de ne constituer pour toute la France qu'une demi-douzaine d'Universités, qui seraient naturellement plus riches, plus puissantes, plus outillées de toutes les façons et dont chacune grouperait autour d'elle les forces vives de deux ou trois provinces.

Cette thèse fut ardemment soutenue par des gens très sensés; et je crois même qu'elle avait l'appui de M. Gréard. La Chambre préféra ne point léser les droits acquis. Elle éleva au rang d'Universités toutes les facultés existantes et le ministre déclara que l'on verrait bien à l'usage celles qui auraient assez d'énergie vitale pour croître et prospérer; les autres s'annéantiraient peu à peu et disparaîtraient d'elles-mêmes. C'est la loi de Darwin.

Je fis, dans une revue où j'écris quelquefois, un article en ce sens, empruntant au professeur aixois les chiffres qu'il avait donnés dans son rapport, reproduisant ses aveux et ses plaintes.

Du diable si en parlant de la Faculté d'Aix comme en avait parlé un professeur aixois, dans un rapport officiel, je

m'imaginai que j'allais déclencher une tempête à Aix.

Voilà tous les journaux de Provence qui sont furieux contre moi, et qui me tombent dessus à bras raccourcis. Je suis tout de même un peu étonné. Ils prétendent que je parle à tort et à travers de ce que je ne sais pas.

Où diantre veulent-ils que je prenne mes renseignements? Quoi! Je reçois un rapport sur les travaux de la Faculté d'Aix, un rapport que je dois croire officiel, un rapport qui a été lu sans doute par un professeur aixois à ses collègues réunis! Si les chiffres ne sont pas exacts, ce n'est vraiment pas ma faute! Mes confrères de la ville d'Aix me reprochent d'avoir pas suivi les cours de la Faculté de leur ville. Oui, s'écrient-ils, si vous les aviez suivis, vous auriez tenu un autre langage.

Il est très vrai que je n'ai point suivi ces cours. Mais je ne me suis pas vanté devant le public de les avoir suivis en personne. Je me suis contenté de prendre sur ces cours l'avis de ceux qui les ont faits; de recueillir leurs doléances, de donner à ces plaintes la publicité d'une revue parisienne.

C'est là tout mon crime. Je suis, pour l'avoir commis, traité de porte-parole officiel de ceux qui, selon le mot de Flaubert, pensent basement. Ainsi, penser de la Faculté d'Aix ce qu'en pensent tout haut les professeurs de la Faculté d'Aix, c'est penser basement. Je veux bien, moi, mais je ne m'en serais pas douté.

Hélas! Nous avons vu la Faculté de Douai absorbée par Lille; il pourrait bien se faire, qu'un jour, malgré tous ces cris, celle d'Aix fût transférée à Marseille.

Aix y perdrait, sans doute; mais qui sait si l'enseignement n'y gagnerait pas?

Francisque Sarcey.

VIENT DE PARAÎTRE

Sugraine, le nouveau roman de Georges Lecomte, semble devoir être le vrai succès de la saison, le livre à la fois pathétique et amusant, capable de faire oublier, quelques instants, les angoisses de l'heure présente. Les lecteurs du *Figaro* se rappellent ce roman d'amour, si original, si émouvant, dont ils ont vu le premier. Il vient de paraître chez l'éditeur Fasquelle, en un volume de la Bibliothèque Charpentier.

Tous ceux qui sont las du scepticisme et de la perversité font un grand succès à cette œuvre passionnée et tendre, où il y a place aussi pour le comique et l'ironie. Ils participent avec enchantement aux joies et aux douleurs de l'héroïne, dont le caractère, tracé de main de maître, fait songer aux amoureuses les plus célèbres de notre littérature.

Chez Juven, éditeur, 10, rue Saint-Joseph, Paris.

Sarah Bernhardt, par Jules Huret, préface d'Edmond Rostand; un beau volume très anecdotique, 80 illustrations sur vélin, 5 francs.

Notre collaborateur Ardouin-Dumazet poursuit avec persévérance l'étude qu'il a entreprise sur notre pays, ses aspects si divers, ses beautés pittoresques, sa vie intellectuelle et économique. Deux nouveaux volumes de ce *Voyage en France* dont on a dit qu'il était un monument unique, le 18^e et le 19^e, viennent de paraître à la librairie Berger-Levrault. Tous deux sont consacrés à la région du Nord, le 18^e plus particulièrement aux Flandres; français, flamand et wallon, aux petits pays de Calais, du Boulonnais et du Ternois; le second, à l'Artois, au Cambresis et au Ponthieu.

Des pages écrites d'une plume alerte révelent, le mot n'est pas trop fort, ces grandes et actives richesses de Lille, de Roubaix, de Tourcoing, de Dunkerque, de Calais, de Boulogne et tant d'autres cités industrielles. Les campagnes plantureuses, les rivages de la mer du Nord et de la Manche sont l'objet de tableaux remplis de couleur et de vie. Pays noir d'Anzin et de Lens, usines puissantes de Valenciennes, de Maubeuge, forêt où se cache la tragédie Fourmies sont l'objet d'autres pages dont l'intérêt ne se dément pas un instant. Le *Voyage en France* est une œuvre littéraire autant qu'une « géographie nationale », comme on l'a appelé dans une chaire de faculté.

M. Ardouin-Dumazet ne pouvait oublier qu'il s'est voué avec passion à tout ce qui touche le passé militaire du pays et à son admirable armée. Il y a des descriptions et des récits d'un grand souffle patriotique sur Bouvines, Mons-en-Pévèle, Cassel, Hondschote, Crécy, Saint-Quentin, Enguinegatte, Lens, Bapaume, Denain, Malplaquet, Wattignies et autres champs glorieux où la patrie se cimentera par le sang de ses fils. Par ce côté historique et militaire, les 18^e et 19^e séries du *Voyage en France* sont appelées à un succès plus vif peut-être que celui des volumes précédents (1).

Notre Service de Librairie se charge d'envoyer ces ouvrages contre remboursement.

Une lettre de M. George Duruy

M. George Duruy adresse au directeur du *Sicéle* la lettre suivante :

Monsieur le Directeur, On me communique le numéro du *Sicéle* d'avant-hier, dans lequel il est dit que « si M. George Duruy n'avait pas été un enfant en 1870, il eût marché pour la défense de la Patrie. »

Aux mois de juillet 1870, j'étais élève de rhétorique; au mois de septembre, caporal au 21^e bataillon de marche de la garde nationale.

En d'autres temps, je n'aurais pas pris la peine de rectifier sur un point aussi parfaitement insignifiant l'information — trop bienveillante dans sa légère inexactitude — qui me concerne.

Mais puisque la mauvaise foi de certains journaux n'hésite pas à travestir mes sentiments les plus profonds et les plus chers, jusqu'à oser dire que « j'ai marché sur l'honneur de l'armée, sur le respect de la discipline (1), sur le cœur de la France », il m'importe de rappeler — non à ces menteurs qu'aucune rectification ne guérira de leur goût pour l'imposture et la calomnie — mais à l'opinion publique qui nous jugera tous en dernier ressort, que j'ai commencé de bonne heure à aimer et à tâcher de servir modestement mon pays.

Quant au livre publié tout récemment par le lieutenant Victor Duruy, mon frère, c'est bien en effet un de ces historiens de régiment dont la collection forme le plus admi-

nable monument qui ait été élevé à la gloire de notre armée.

J'ose espérer que l'historique consacré au 1^{er} tirailleurs par un jeune officier reçu premier à Saint-Cyr en 1893 et décoré à vingt-trois ans pour faits de guerre, sera jugé digne du corps d'élite dont il raconte les hauts faits.

Recevez, monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

George Duruy.

M. George Duruy nous permettra d'ajouter qu'en 1870, un de ses frères s'était engagé, le jour même de la déclaration de guerre, dans ce même 1^{er} régiment de tirailleurs; qu'un autre, ancien officier, était blessé au Bourget; que son père, enfin, montait la garde sur le rempart, la plaque de commandeur de la Légion d'honneur sur sa tunique de garde nationale.

Telle est la famille dont une certaine presse accuse aujourd'hui l'un des membres de « marcher sur le cœur de la France », parce qu'il s'est permis d'exprimer les doutes que lui inspire l'édifiant procès qu'on a pu étudier dans notre publication des documents de l'enquête.

Salon du Figaro

LE CASTEL BÉRANGER

Aujourd'hui à 3 heures, conférence par Hector Guimard, professeur à l'École nationale des Arts décoratifs, architecte du Castel Béranger, maison primée au concours de Facades de la Ville de Paris.

Sujet : « L'Art dans l'habitation moderne et la nécessité d'une renaissance française. »

A l'Étranger

NOUVELLES

ITALIE

LA CRISE

Rome, 11 mai. — Le nouveau ministère est encore à l'état de gestation. Les nouvelles qui courent aujourd'hui à Montecitorio étaient plutôt pessimistes. Quelques-uns disaient même que toutes les négociations avec M. Visconti-Venosta étaient rompues. Informations prises, les négociations continuent toujours. M. Visconti a eu cet après-midi un long entretien avec le Roi et ensuite avec le général Pelloux.

Après s'être mis d'accord sur le programme, le général Pelloux et M. Visconti doivent se mettre d'accord sur les personnes. Ils se heurtent tous deux à débarrasser des difficultés qui leur sont suscitées non seulement par leurs adversaires politiques, mais encore par ceux des ministères qui ne pourront pas faire partie de la nouvelle combinaison.

Le nouveau ministère qu'on cherche à faire aura pour base principale la droite, le centre droit et une partie du centre gauche.

— FÉLIX.

D'autre part, l'Agence Havas nous communique la dépêche suivante :

Rome, 11 mai. — M. Visconti-Venosta s'est rendu ce soir chez le général Pelloux et lui a déclaré qu'il acceptait de débarrasser des affaires étrangères dans le nouveau cabinet.

Le général Pelloux aura, en conséquence, la présidence et l'intérieur; M. Visconti-Venosta, les affaires étrangères; le général Mirri, la guerre; l'amiral Bellotti, la marine; M. Lacava, les travaux publics; Baccelli, l'instruction publique.

On assure que M. Boselli et Salandra auront le Trésor et les finances.

EGYPTE

CONFLIT ENTRE LE KHÉDIVE ET LE CONSEIL LÉGISLATIF

Le Caire, 11 mai (source anglaise). — Un conflit vient de s'élever entre le Khédive et le Conseil législatif. Celui-ci, qui n'a que voix consultative, s'est prononcé à l'unanimité contre certaines réformes dans la question de la Cour et du Tribunal religieux.

Le grand cad et le grand mufti ont déclaré que ces réformes étaient contraires au Coran et à la loi religieuse.

ÉTATS-UNIS

LA SITUATION AUX PHILIPPINES

New-York, 11 mai. — Le *Herald* publie un télégramme de Manille disant que les Philippines ont refusé d'accueillir les troupes dans l'île de Panay. La dépêche ajoute que les Philippines de la province de Cavite se préparent à opposer une résistance désespérée aux Américains.

Le docteur Mahini, chef du cabinet philippin, a déclaré dans une interview que les Philippines continueraient à combattre, car ils comptent sur une intervention de l'Europe. Une dépêche de Manille annonce que les Philippines ont assassiné un Français, M. Dumais, qui s'était rendu dans leurs lignes, sous la protection du drapeau parlementaire, pour négocier la mise en liberté des prisonniers espagnols.

CHINE

LA CONVENTION ANGLO-RUSSE

Pékin, 11 mai. — Le ministre de Russie et le chargé d'affaires anglais ont remis au Tsar le projet de la convention portant communication des points principaux de la convention anglo-russe.

REVUE DES JOURNAUX

Le *Sicéle* fait, à propos du paragraphe du bordereau relatif au Manuel de tir, les réflexions suivantes, tout à fait judicieuses :

L'auteur du bordereau parle du Manuel comme d'un document ayant été remis aux officiers, sans camarades — et à lui-même — seulement à titre provisoire, puisque chacun devait « remettre le sien après les manœuvres ».

Or, des renseignements que j'ai pris à ce sujet, il résulte que tous les officiers d'artillerie — de l'armée active, bien entendu — qui ont reçu un exemplaire du Manuel de tir, l'ont reçu à titre définitif et non pas provisoire ou temporaire : c'est-à-dire qu'aucun d'eux n'a été prévenu qu'il aurait à rendre le sien après des manœuvres quelconques. Et cela se comprend. Le Manuel de tir fait partie essentielle et permanente de la bibliothèque de l'officier d'artillerie. Quand il le reçoit c'est pour le conserver indéfiniment.

Il en est tout autrement des officiers d'infanterie auxquels des manuels de ce genre sont ordinairement prêtés ou confiés pour quelque temps, quand ils sont appelés à suivre en spectacle des écoles à feu — afin de leur permettre de se rendre compte de ce qui s'y passe.

M. Marcel L'Heureux, dans la *Liberté*, a demandé à un certain nombre de littérateurs et d'artistes « quels mobiles moraux, politiques ou simplement intimes, ou encore quels instincts » ont déterminé leur opinion sur l'affaire Dreyfus.

M. Anatole France, de l'Académie française, a répondu :

« Mon attention a été sollicitée par le bordereau, puis par le bordereau que Drey-

fus a été condamné, ainsi qu'il résulte de l'acte d'accusation, ou, au contraire, chargé valant contre lui. C'est ici que la méthode photographique, à laquelle mes travaux historiques m'avaient initié, est intervenue, car il est évident que cette méthode, dans son essence, est applicable à des textes nouveaux aussi bien qu'à des textes anciens, pour lesquels elle a été mise au point. »

J'ajoute que c'est à l'occasion du faux Henry que j'ai pu constater le manque d'esprit critique de certains et en particulier de M. Cavaignac; la façon dont ce dernier a étudié l'affaire Dreyfus et dont il en parle m'a depuis confirmé dans cette opinion. Ce sera même un des plus intéressants résultats de l'affaire Dreyfus que d'avoir opéré une classification des esprits, et c'est dans cet ordre d'idées que votre enquête pourra être intéressante à consulter.

Plusieurs personnes, mon cher maître, ont paru surprises que votre scepticisme vous ait permis de vous montrer aussi affirmatif. C'est tout naturel. En effet, M. Anatole France, que ces personnes se satisfont d'une observation purement superficielle et ont mal lu mes livres. Mon scepticisme ne saurait s'exercer que dans l'ordre métaphysique. Il est clair que lorsque je me rends de la villa Said, où je demeure, à l'Arc de Triomphe, je ne pense pas qu'il soit indifférent de passer par l'avenue du Bois-de-Boulogne ou de gagner la porte Maillot. Il serait absurde de nier qu'il y ait, dans l'ordre positif des faits que notre connaissance puisse atteindre et qu'il y ait sur des points déterminés une vérité humaine que l'expérience nous permette de posséder. C'est de cette vérité qu'il s'agit en l'espèce et non d'une autre.

On s'est étonné aussi, repris-je, que vous — philosophe — vous, homme d'études, vous vous soyez jeté en personne dans la mêlée des partis.

C'est qu'un mal compris mon intervention, répliqua aussitôt M. Anatole France. Je ne suis jamais sorti de ce que j'appellerai mon rôle, et je ne crois pas m'être manifesté dans l'affaire Dreyfus comme homme d'action. Je n'ai pas fait œuvre de polémiste, mais sachant improprie à cette besogne, que j'ai, dans mes articles, apporté ma modeste contribution à l'œuvre de justice et de vérité.

Quant à M. Jules Lemaitre, de l'Académie française, notre confrère le montre quelque peu désabusé et fatigué de l'action. Quand il l'a vu, le premier mot de M. Jules Lemaitre fut : « Dreyfus! qu'on le décore, mais qu'on ne nous en parle plus! »

Ce ne fut qu'un lendemain du faux Henry, dit notre confrère, que M. Lemaitre concentra toute son attention sur l'affaire Dreyfus. Il était en Solagne, où il faisait de la bicyclette, quand il apprit le crime, l'arrestation et le suicide du lieutenant-colonel, et il fut profondément troublé. Dès son retour à Paris, il se mit en quête de renseignements de nature à éclaircir sa religion sur ce point d'un tel événement. Il lut, il pesa les arguments des partisans de l'innocence : ces arguments lui parurent ingénieux, fort habilement présentés, mais ils ne le convainquirent pas. Il préta, d'autre part, une oreille attentive à des officiers pour qui la culpabilité de Dreyfus ne faisait pas l'ombre d'un doute, et il disputa la cause avec M. Cavaignac et avec le général Mercier. Et de plus en plus, il fut disposé à présumer Dreyfus coupable.

Alors commença pour son esprit la période de cristallisation où il se découvrait chaque jour de nouvelles raisons de croire à la culpabilité — jusqu'à un moment où il se jeta résolument dans l'action.

D'après ce que nous dit M. Jules Lemaitre, les avis de Lebrun-Renaud auraient pesé d'un grand poids dans son opinion, et à cette occasion il me cita l'avis d'un officier de ses amis, qui me paraît intéressant à être consigné. Cet officier estime que c'est dans ces aveux — qu'il tient pour réels — que se trouve la clef de l'affaire, et que ce jour-là Dreyfus avait dit la vérité à l'honneur de l'armée. M. Lemaitre, est, paraît-il, assez plausible pour tous ceux qui ont connu l'ancien capitaine : intriguant, ambitieux, cherchant à se pousser par tous les moyens, à monter sur le dos des camarades — remarquez que c'était un officier qui faisait du zèle, qui affectait d'être fanatique de son métier — il eût été antipathique à nos amis. Peut-être a-t-il voulu se faire voir par un coup d'éclat!

Et M. Jules Lemaitre, qui est aujourd'hui passé de la période d'action à la période de lassitude, ajoute : « Oui, la vérité peut être là... Là où ailleurs... Je crains bien que nous ne la connaissions jamais... Je ne crois pas, en effet, répréhensible un silence, que la Cour de cassation nous renseigne d'une façon précise. Sans doute, elle rendra un arrêt, nous nous inclinons devant lui; il apportera à l'affaire une solution matérielle et nous en serons fort aises. Mais qu'il soit rendu dans un sens ou dans l'autre, il ne me semble pas qu'il puisse faire disparaître le doute et qu'il influe sur les convictions, inébranlables, que nous avons eues à l'égard de cet homme qui ont combattu sincèrement pour ou contre Dreyfus. »

Et comme notre confrère lui demandait s'il pensait que l'affaire soit aussi funeste pour le pays qu'on s'est plu à le répéter, M. Jules Lemaitre n'a pas hésité à déclarer qu'elle avait fait beaucoup de mal et que, personnellement, il en avait beaucoup souffert. Il a maintenant d'anciens amis, avec qui il se croirait en communauté de pensées et de sentiments, et voilà que l'affaire les a révélés profondément étrangers les uns aux autres. Ils ne se voient plus avec les mêmes yeux et ne se reconnaissent plus. Aussi, M. Jules Lemaitre garde-t-il de tout cela une profonde mélancolie.

* Nous avons dit, avant-hier, quel accueil sympathique avait trouvé, auprès des directeurs et des rédacteurs en chef des grands périodiques russes, notre collaborateur M. Jules Roche, député de l'Ardeche, président de la Ligue des contribuables.

Voici, d'après le *Novoi Vremia*, le compte rendu d'un dîner qui a été offert au collaborateur du *Figaro* par M. Witte, ministre des finances de l'Empire :

L'ancien ministre du commerce, M. Jules Roche, qui s'était rendu à Saint-Petersbourg, a trouvé un accueil des plus chaleureux de la part de la société petersbourgeoise et de toutes les sommités administratives.

Le ministre des finances, M. Witte, a donné en son honneur un grand dîner où étaient réunis le ministre des affaires étrangères M. Mouraviev, les hauts dignitaires de tous les ministères et les représentants du corps diplomatique.

Ce soir (le 5 mai), M. Jules Roche a dîné chez le ministre de l'intérieur M. Gorokhin. M. Jules Roche, ajoute le *Novoi Vremia*, a occupé deux fois le ministère. Très populaire au Parlement, M. Jules Roche est également un publiciste éminent.

Le but de son séjour en Russie est de faciliter, par des explications personnelles avec nos ministres et par des institutions de commerce, les relations entre la France et la Russie. On sait, en effet, que grâce à certaines formalités, l'importation chez nous de certaines marchandises françaises s'est arrêtée complètement. Ce qui est la fois préjudiciable aux intérêts des commerçants français et à ceux des commerçants russes. On espère que le séjour de M. Jules Roche à Saint-Petersbourg, aura contribué à aplanir ces difficultés.

Le Lisieu.

L'ESSAI D'HIER

Hier, au Jardin d'acclimatation, un public nombreux se pressait autour du grillage de la grande pelouse, regardant avec intérêt un ballon en forme de cigare, au-dessous duquel se balançait une petite nacelle munie d'un moteur à pétrole de trois chevaux de force.

Quelques invités, pour la plupart membres de l'Automobile-Club ou de l'Aéro-Club, étaient seuls admis à l'intérieur. Le ballon était celui de M. Santos-Dumont, avec lequel il avait déjà tenté de se diriger dans les airs l'an passé.

On se souvient peut-être que le ballon s'était replié sur lui-même et était descendu très rapidement.

M. Santos-Dumont s'aperçut hier que, soit malgré les modifications apportées, soit par suite de la condensation du gaz ou des fuites de l'enveloppe, le même accident était à craindre, et qu'il ne pouvait espérer descendre sur les terrasses de l'A. C. F., ainsi qu'il l'espérait.

Aussi se contenta-t-il de faire des essais au « guide-rope », c'est-à-dire tenu au sol par une corde.

À la grande joie des spectateurs, il effectua plusieurs tours, et, à la fin, une rafale orageuse étant survenue, le ballon toucha un arbre d'où M. Santos-Dumont se tira à l'aide d'une habile manœuvre. À ce moment, on s'aperçut que la soie était crevée, et force fut de terminer les essais.

Une fois descendu à terre, M. Santos-Dumont nous a dit qu'il ne se considérait aucunement comme battu, et qu'il allait sous peu tenter une deuxième fois la conquête de l'air.

M. Farman.

LES CENDRES DE MARCEAU

Au Crédit lyonnais

Le 4 août 1889 fut célébrée solennellement, en présence du Président de la République et de tous les grands corps de l'Etat, la cérémonie de la translation des cendres de Marceau au Panthéon.

M. Tirard, président du Conseil, saisit cette occasion de féliciter la « folle ambition de Bonaparte », à cause du général Boulanger dont on faisait en ce moment le procès devant la Haute Cour. Après lui parlèrent MM. Hippolyte Maze, sénateur, et Noël Parfait, député.

Celui-ci crut devoir expliquer comment les cendres de Marceau se trouvaient là. Il raconta la mort du jeune général, l'incinération de ses restes, la profanation de la tombe de Coblenz en 1804 et la dispersion des cendres qu'elle renfermait.

« Par bonheur, ajouta-t-il, peu de temps après l'incinération, Bernadotte, alors gouverneur de Coblenz, avait eu l'attention d'envoyer à Emira Marceau une portion des cendres de son frère. »

De cette portion, une moitié est allée à la ville de Chartres... l'autre moitié, qui fut enfermée dans la tombe d'Emira en 1834, est aujourd'hui déposée au Panthéon, et elle souvient que l'urne, aujourd'hui perdue, d'où cette noble poussière est sortie, portait gravée cette inscription : *Hic cineres, ubique nomen*. (Ici les cendres, partout le nom!)

Or, les cendres de Marceau ne sont pas au Panthéon.

Elles sont au Crédit lyonnais, enfermées dans le 20^e compartiment du coffre-fort numéro 322!...

Pieusement conservées depuis un siècle dans la famille Sergent-Marceau, elles étaient encore, il y a huit jours, à Treviglio, près de Milan, où habite le dernier héritier direct d'Emira Marceau et de son mari le conventionnel Sergent, M. Lodovico Sergent-Marceau, adjoint au maire et juge de paix de cette ville.

Elles seront demain au Musée de l'armée.

M. Sergent-Marceau, en nous montrant hier l'urne qui les contient, quelques objets ayant appartenu au général Marceau et un grand nombre de papiers de famille mêlés à des pièces importantes relatives à l'armée de Sambre-et-Meuse, nous rappelaient une lettre écrite par son père au *Figaro* à la suite d'un article publié ici à la veille de la cérémonie de la translation des cendres de Marceau, par *Quidam*, qui ne partageait pas la conviction de M. Noël Parfait et qui avait émis ce soupçon : « Il est permis de se demander ce qu'on va transférer au Panthéon? »

Le père de M. Sergent-Marceau répondait dans cette lettre, insérée le 9 août 1889 :

« Il se peut que les cendres de mon grand-oncle, le général Marceau, aient été en différentes mains... mais ce qu'il en reste aujourd'hui est religieusement conservé dans ma famille depuis la mort de mon grand-père, le conventionnel A. Sergent. Ces cendres sont contenues dans une demi-ellipsoïde de plomb enrobée dans une urne d'albâtre. Le vase de plomb est scellé et porte une petite plaque en cuivre sur laquelle est gravée l'inscription suivante :

MARCEAU DUCIS CINERES
HIC CONDIT URNA
CORPUS AD CONFLUENTES
UBI EXITUS TUMULUS
CREMATO

« L'urne d'albâtre porte gravée sur son pourtour :

HIC CINERES, UBIQUE NOMEN

« Par conséquent, je doute fort que les débris qui ont été transférés au Panthéon soient réellement autre chose que de la terre et du charbon... »

L'urne que nous

rait d'être incomplète et même inexacte. Qu'il me suffise de constater que l'affaire est assez bonne pour que les bénéfices annuels du syndicat formé pour l'exploiter atteignent des chiffres variant, à dire de légende, de 37,000 à 400,000 livres sterling.

La question — je la sens poindre sur toutes les lèvres — est de savoir si ce commerce, vaguement teinté de magie, est licite ou non.

Il va de soi que les promoteurs revendiquent énergiquement l'affirmative, et, ma foi, leur argumentation ne laisse pas d'être troublante.

— Qu'importe, disent-ils, pourvu qu'un rubis soit pur, qu'il sorte de la mine ou du laboratoire ? Or, nos rubis sont aussi purs que les plus belles pierres de l'Inde ou du Brésil, de l'Oural ou de la Birmanie. Ce ne sont pas des faux rubis, des saphirs en *loc*, ce sont des saphirs vrais, des rubis authentiques, dont la seule différence avec les autres est que, au lieu d'avoir mis des siècles à s'élaborer, sous l'influence des forces naturelles, dans les entrailles de la terre, ils ont été improvisés de toutes pièces par le génie de la science. Ils ont tous les caractères distinctifs des rubis naturels, la même densité, par exemple, et la même composition chimique, la même transparence, la même sensibilité électrique et spectroscopique. Ils rayent également le quartz et la topaze. Chauffés, ils deviennent noirs, sauf à repasser ensuite au rose, comme les rubis « légitimes », dont, au surplus, regardés à la lumière polarisée, ils reproduisent, trait pour trait, la « croix » et les « anneaux » caractéristiques. Aussi les plus malins s'y trompent.

M. Kunz, expert d'une des plus grandes maisons américaines, avait bien un instant tablé sur l'examen microscopique. Avec de très forts grossissements, il avait cru remarquer que les vacuoles ou bulles gazeuses emprisonnées dans l'épaisseur des cristaux des rubis artificiels, au lieu d'être polyédriques, comme dans les rubis naturels, étaient sphériques ou pyriformes, et orientées dans le même sens — ce qui ne se voit que dans les matières fondues. Mais, ayant dû revenir plus tard sur cette manière de voir, il a fini par donner sa langue au chat. Sir William Crookes, qui, de son côté, avait noté une phosphorescence particulière, sous-entendant spéciale aux rubis de mine soumis à une décharge électrique dans un tube à vide, a dû également retirer son épiingle du jeu.

Quant à M. Mac-Tear, ingénieur de Witwatersrand, il prend carrément parti, raconte le *Daily Mail*, en faveur des rubis artificiels, dont la mise en circulation serait, à l'entendre, comparable à la découverte inopinée de gisements inédits exceptionnellement riches. Pour un peu même, il leur attribuerait une plus haute valeur en considération de l'effort intellectuel inouï qu'ils supposent, et leur donnerait la préférence sur les rubis naturels, qu'on a seulement la peine de chercher et de cueillir.

Les choses en sont là.

Reste à savoir si les bijoutiers vont être de l'avis de M. Mac-Tear. Il est vrai que s'ils renâclent, s'ils se décident à proscrire les rubis industriels, dont rien ne trahit la genèse, je ne vois pas très bien comment ils pourront s'y prendre pour sanctionner cet ostracisme.

Emile Gautier.

Les Employés des Mairies de France

L'association est si bien à l'ordre du jour que nous assistons aux groupements les plus imprévus. Qui se serait attendu à voir les secrétaires et employés de mairie se syndiquer ?

Un jour est venu, pourtant, où ils ont constaté que leurs fonctions manquaient d'unité, qu'ils n'avaient point d'existence légale, qu'ils étaient livrés sans défense aux caprices des maires.

Un décret les a autorisés, il y a deux ans, à former par département une association, toute professionnelle, ayant pour but de consolider la situation matérielle et morale de ses membres.

Les dix premières associations ont fait tout de suite très bonne besogne, mais se sont trouvées gênées par leur nombre même, auprès des pouvoirs publics. Que devenir quand les quatre-vingt-six départements de France auront chacun leur association ? Ils ne pourront se permettre de solliciter tour à tour le gouvernement. On ne tarda pas à comprendre la nécessité de former un tout qui, homo-

gène, serait plus fort pour faire valoir ses desiderata.

C'est ainsi que les délégués des associations départementales se sont réunis en une Fédération nationale, dont le Président de la République a bien voulu accepter la présidence d'honneur.

Jusqu'à ce jour, un secrétaire de mairie était choisi et pouvait être révoqué par le maire. Désormais, il se trouvera sous la protection de M. Loubet lui-même, qui voudrait voir toutes les corporations syndiquées.

La Fédération, très fière de ce haut patronage, a tenu son premier congrès à la caserne Lobau, en une salle prête par la préfecture de la Seine. La voilà tout à fait officielle.

M. Théodore Tissier présidait.

Il a exposé le but à atteindre, les réformes dont il y a lieu de demander la réalisation. Les plus importantes sont relatives à l'admission aux fonctions, à la stabilité, au traitement.

Les délégués ont établi la nécessité d'exiger certaines conditions d'aptitude des candidats aux fonctions de secrétaire ou d'employé de mairie : un stage dans une administration publique, des titres, des diplômes, ou la délivrance d'un brevet après examen. Il y a de quoi choisir.

Pour assurer la stabilité, la Fédération demande l'intervention du préfet dans la nomination ou la révocation.

En ce qui concerne le traitement, elle souhaite la fixation d'un minimum, avec retenue pour la retraite.

A la fin du Congrès, un dîner intime — où le ministre de l'intérieur s'était néanmoins fait représenter — a réuni les membres des associations. Ils ont remis à l'an prochain le grand banquet officiel auquel plusieurs d'entre eux proposaient d'inviter, cette année, les personnages qui intéressent à leur Fédération. L'an prochain, celle-ci complètera des représentants de tous les départements.

Georges Rip.

LES COLONIES

RAPPORT DU GÉNÉRAL DE TRENTINIAN

Le ministre des colonies vient de recevoir du général de Trentinian, gouverneur du Soudan, un long rapport sur les progrès du commerce de notre grande possession africaine.

Ce rapport va être mis, par l'intermédiaire de l'Office colonial de création récente, à la disposition des commerçants et des industriels, qui y trouveront des renseignements précieux sur l'ensemble des importations et des exportations. Ces dernières sont de 2 millions 250,000 francs en chiffre rond, contre 4 millions et demi d'importations. Et comme les deux tiers du commerce total importé au Soudan portent sur les tissus étrangers (2 millions 900,000 francs), on voit que si nos industriels le voulaient bien, ils pourraient trouver là un débouché important pour leurs tissus.

C'est ce qu'a fait ressortir, avec beaucoup de netteté, le général de Trentinian dans son rapport. « Le premier besoin qui vient au noir à notre contact, dit-il, le premier luxe dont le goût se développe chez lui est celui du vêtement ; or, il lui est infiniment plus facile d'acheter, moyennant quelques boules de caoutchouc, une pièce d'étoffe que de la tirer du pays, à l'aide de son métier rudimentaire. »

Et comme le tissu bleu, vulgairement appelé « guinée », importé par les Anglais et les Belges est très bon marché, c'est le seul qui ait la préférence des noirs. Ce tissu est tellement médiocre que nos industriels ont de la répugnance à le fabriquer. Cette répugnance fait leur éloge. Mais cependant, s'ils veulent s'emparer du marché soudanais — et ils doivent le vouloir puisque c'est nous qui avons conquis le pays, — il faut qu'ils se résignent à fabriquer mauvais pour vendre bon marché.

« Quelque légitimes que puissent être, dans le fond, les scrupules de nos industriels, ajoute le général de Trentinian, l'expérience de tous les jours leur donne tort et démontre que jamais l'indigène ne se résoudra à payer plus cher pour être mieux servi. »

« Que l'on considère l'étendue de nos territoires dans la boucle du Niger, que l'on songe à la reproduction de la race noire et l'on comprendra quelle énorme consommation de tissus européens un avenir prochain promet au Soudan. »

Le tissu pourrait même être envoyé blanc, car les indigènes, qui ont de l'indigo facilement, le teindront ; ce serait

même une occasion de développer la culture de l'indigo, et qui sait si un jour le Soudan ne pourrait pas fournir à la France les seize millions de francs d'indigo que lui livrent aujourd'hui les colonies anglaises ?

Il nous est impossible d'entrer dans le détail des statistiques officielles, car le rapport du général passe en revue tour à tour les différents articles importés ou exportés, et sur chacun il donne de précieuses indications. Ce que nous venons de dire des tissus suffit, d'ailleurs, à montrer le profit que nos industriels pourront, chacun dans sa sphère, tirer de l'étude de ce rapport très complet.

Si nos industriels et nos commerçants savent entendre les conseils qu'on leur donne, ils trouveront dans l'exploitation du marché soudanais une source de bénéfices, et en même temps ils aideront à mettre en valeur notre belle colonie. Maintenant que la conquête et la pacification sont terminées, il n'y a plus qu'à faire appel à l'esprit d'entreprise et à la sagesse de nos compatriotes pour que nous récoltions les fruits des sacrifices de tout genre que nous avons faits jusqu'ici au Soudan.

Maro Landry.

AVIS DIVERS

EN UNE SEULE APPLICATION, recoloration naturelle des cheveux blancs par la BAMMATRINE inoffensive. Indiquer nuance : 6 fr. ; 10, mandat, 6 fr. 85. Parfumerie Esotique, 35, rue du Quatre-Septembre.

LANGHAM HOTEL, rue Baccara, av. de l'Alma, Ch.-Elysées, 1^{er} ord.

CHEVEUX PROPRES et sains par le nettoyage en dix minutes à l'ANTISEPTIQUE de LENTHERIC, 246, rue Saint-Honoré, Paris. 4 francs. — Franco, 4 francs 85.

LE NOUVEAU Dentier PERCISTUS DUCHESNE, 114, est le plus solide de tous, 45, rue Lafayette.

GUÉRISON CERTAINE, soulagement immédiat des Rhumes, Toux, Bronchites, par le SIROP et la PÂTE PECTORALE au

BAUME DU CANADA

Le flacon de Sirop, 2 francs
La boîte de Pâte, 0 fr. 90
PHARMACIE NORMALE, 47 et 49, rue Drouot, 45 et 47, rue de Provence, Paris.

M^{lle} LACHAPPELLE, maîtresse sage-femme, reçoit, en consultation, de 2 à 4 h., 27, rue Monthabor, les dames malades, stériles ou enceintes.

CLAUDE LÉONARD, des yeux par la Sève Souterraine qui brunit, épaissit cils et sourcils. Parf. Ninon, 31, r. du 4-Septembre.

Nouvelles Diverses

LA SANTÉ PUBLIQUE

Sans être très élevé, le chiffre des décès de la 18^e semaine dépasse un peu la moyenne. Il est de 4,007, au lieu de 3,81 la semaine précédente.

Néanmoins, l'état sanitaire peut être considéré comme satisfaisant. La grippe n'a causé que 20 décès et la fièvre typhoïde 12, au lieu de 24 pendant chacune des deux semaines précédentes. La rougeole et la coqueluche seules offrent un chiffre un peu plus élevé. La variole n'a causé aucun décès.

On a célébré à Paris 608 mariages et enregistré la naissance de 4,123 enfants, 554 garçons et 569 filles.

DOUBLE TENTATIVE DE SUICIDE

Deux vieillards, les époux Delourme, âgés, le mari de soixante-dix ans et la femme, de soixante-cinq, ans de l'existence, ont tenté, l'avant-dernière nuit, de se donner la mort, chez eux, rue Roussel.

Après avoir disposé au milieu de leur chambre, un réchaud rempli de charbon de bois, ils y ont mis le feu et se sont étendus côte à côte sur leur lit.

Un locataire, réveillé par les gémissements des vieillards, donna l'alarme et la porte fut enfoncée. On ouvrit les fenêtres pendant qu'on courait chercher un médecin.

Les époux Delourme ont été dirigés sur l'hôpital Laennec où leur état a été considéré comme étant des plus graves.

Deux cambrioleurs fort occupés, l'avant-dernière nuit, à fracturer la porte d'un magasin boulevard de Sébastopol, n'avaient pas vu venir deux gardiens de la paix qui les surveillaient depuis un instant. Quand les malfaiteurs aperçurent les agents, ils étai-

trés tard, ils durent les suivre au poste.

Ces deux coquins, Charles Goulet et Louis Pernel étaient munis chacun d'un revolver, d'un couteau à virole, d'une pince-mousigneur et d'un trousseau de fausses clés.

Ils ont été envoyés, hier matin, au Dépôt.

ACCIDENTS

Deux employés du commissariat de police du quartier Saint-Fargeau, MM. Veillard, ins-

pecteur, et Fèvre, gargon de bureau, étaient entrés ensemble dans un bureau de tabac de la rue Haxo. En voulant sortir son mouchoir de poche, l'inspecteur fit tomber son revolver. Une détonation retentit et le projectile alla frapper M. Fèvre à la cuisse gauche.

Le blessé a été immédiatement conduit à l'hôpital Tenon.

Avant-hier, vers quatre heures de l'après-midi, un petit garçon de sept ans, Louis Bégout, sortait de l'école avec ses camarades, avenue de Paris, à Saint-Denis. Le tramway électrique faisant le service entre la place aux Gueldres et le Châtelet passait à ce moment. Louis voulut, pour s'amuser, grimper sur le marchepied de la première voiture. Il perdit l'équilibre et tomba sous les roues de la seconde voiture. Le pauvre enfant a été décapité.

Les restes mutilés du malheureux gamin ont été ramenés chez ses parents, rue du Landy.

PARIS LA NUIT

Deux femmes, Juliette Ager et Marguerite Donay, s'en voulaient à mort depuis quelques jours. Un individu dont elles se disputaient les faveurs, était la cause de cette haine qui devait avoir de terribles suites pour les deux énamourées.

Avant-hier soir, elles se sont prises de querelle dans l'impasse Véran, à Ménilmontant, où elles habitaient toutes deux. Elles en sont promptement venues aux mains. Juliette, qui était dans un état de grossesse avancé, a reçu de son adversaire un coup de pied dans le ventre qui l'a étendue sans connaissance sur le pavé. Marguerite, de son côté, a eu la figure déformée et l'œil gauche arraché.

Ces deux forcenées ont été transportées à l'hôpital ; leur état est très grave, celui de Juliette surtout.

Vers onze heures du soir, avant-hier, une fille de vingt-quatre ans, Jeanne Schœffer, fut prise à partie sur le boulevard de la Chapelle, en face du numéro 126, par une de ses anciennes « protectrices » dont elle avait dû se séparer pour cause d'incompatibilité d'humeur.

Le misérable, qui n'avait pu se consoler d'avoir perdu son gîte et le reste, se précipita sur la malheureuse fille et lui porta plusieurs coups de couteau à la tête et à la poitrine. Puis, il prit la fuite.

Des gardiens de la paix ont transporté la victime à Lariboisière.

LA FOLIE

Des cris terribles « Au secours ! A l'assassin ! » mettaient hier en émoi les locataires d'un immeuble situé rue aux Ours.

Plusieurs d'entre eux enfoncèrent la porte d'un logement occupé par une dame P... sa fille et son fils, d'où partaient ces cris, et ils se trouvèrent en présence d'un horrible drame de famille.

Le fils de Mme P... subitement devenu fou, s'était précipité sur sa mère et sa sœur ; il les avait terrassées et essayait de les étrangler. Les voisins dégringolèrent les pauvres femmes plus ou moins vivantes.

Pendant ce temps, le concierge de l'immeuble était allé prévenir M. Simand, commissaire du quartier, qui envoya son gargon de bureau Marlien et deux agents pour s'emparer du fou.

Dès qu'il les vit entrer, celui-ci courut à la cuisine et en revint armé d'un long et solide couteau dont il menaça ceux qui tentaient de l'approcher.

M. Marlien prit une chaise en paillle et s'avança sur le fou qui accula dans un coin. Le forcené, espérant atteindre M. Marlien, creva d'un coup de son arme la paillle de la chaise. Les agents se lancèrent alors sur lui et purent, après une lutte terrible, le maltraiter.

Ce malheureux déséquilibré a été envoyé à l'infirmerie du Dépôt.

LE FEU

Les époux Biourlac, qui tiennent rue des Pyrénées, 317, un commerce de vins et de charbons, furent réveillés, dans le courant de l'avant-dernière nuit, par une odeur et épaisse fumée qui avait envahi leur chambre. Ils sautèrent à bas de leur lit, mais, suffoqués par la fumée, ils n'eurent pas la force de sortir de la pièce et retombèrent à demi asphyxiés sur le parquet.

C'en était fait des deux malheureux si des gardiens de la paix n'étaient arrivés à temps à leur secours.

Les agents en faisant leur tournée de service s'étaient aperçus que le feu était à l'intérieur de la boutique des époux Biourlac. Sans hésiter et pendant qu'un passant courait briser la glace de l'avertisseur le plus proche, ils avaient enfoncé la porte. Leur premier soin fut de s'enquérir des débiteurs. C'est au dévouement et à la présence d'esprit de ces braves gardiens que les époux Biourlac ont dû de ne pas être brûlés vifs.

Une heure a suffi aux pompiers pour éteindre l'incendie.

Jean de Paris.

Mémento. — Une femme, paraissant âgée de trente-cinq ans environ, qui se trouvait, hier matin, sur le quai de départ de la gare, boulevard Ornano, s'est précipitée sous la machine d'un train. Elle a été coupée en deux. Ces tristes débris ont été envoyés à la Morgue.

Des innovations de l'Élysée-Palace-Hôtel la plus remarquable de celle du confort réservé à chaque voyageur. Ces confortables ont été construits par la Maison Fichet, qui s'est fait une spécialité de ce genre d'installation.

* Porte-bouteilles en fer-Barbou, mod. d'or 1899. Art. de cave (Nouv. tarif), 52, rue Montmartre, Paris.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

9^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE. — M. Trouillebert contre la Vérité.

Les magistrats de la 9^e chambre viennent de couper court à une vieille légende colportée au préjudice du peintre Trouillebert.

Les faits datent de quinze années.

On se rappelle qu'Alexandre Dumas fils avait acheté de M. Georges Petit un tableau représentant un site du Poitou, la Fontaine des Gabourets et signé du nom de Corot. Or, un beau jour, ce paysage fut reconnu comme étant l'œuvre de M. Trouillebert.

Un procès eut lieu.

Accusé d'être l'auteur de ce faux, M. Trouillebert prétendit victorieusement que la signature avait été apposée à son insu et les tribunaux firent justice de la manœuvre dont le maître paysagiste avait été la victime.

Or, il y a quelques mois, dans le compte rendu d'une exposition, le journal la Vérité crut devoir rappeler cette histoire en termes qui blessèrent profondément M. Trouillebert.

L'auteur de la Fontaine des Gabourets a demandé réparation devant la 9^e Chambre.

Après une plaidoirie très fine de M^e Julien, le Tribunal a condamné l'auteur de l'article et le gérant chacun à 100 francs d'amende, solidairement à 500 francs de dommages et intérêts et à trente insertions, dont dix dans les journaux de Paris et vingt dans les journaux de province.

George Gripon.

LA MÉTHODE STOWE

pour la guérison de l'obésité

Les facilités de communication, en supprimant presque toute fatigue physique, la douceur de l'existence moderne ont fait de l'obésité la maladie du siècle, et non pas des moindres.

Pour se convaincre des ravages qu'elle produit, il faut lire les autopsies de Russell, de Schœffer, d'Ara : on reste effrayé.

Par elle-même, cependant, on ne peut guère considérer l'obésité que comme une infirmité pénible et désagréable ; mais ce sont les maladies et les accidents qu'elle entraîne toujours — diabète, albuminurie, maladie du cœur etc. — qui en font un des plus terribles agents de mort de notre époque.

Et malheureusement tout, jusqu'à ce jour, avait été tenté sans succès. Les remèdes qui agissent sont pires que le mal. On maigrit, sans doute, mais en se suicidant : mieux vaut encore s'abstenir.

On pouvait donc désespérer, lorsque la belle découverte du naturaliste Stowe est venue révolutionner la thérapeutique de l'obésité et fournir aux obèses un moyen sûr pour réduire sans danger les polycystaires les plus rebelles.

Dans un précédent article, j'ai longuement exposé la genèse, la composition et le mode d'action de l'« Eau déperditrice Stowe » ; je n'y reviendrai donc pas. Qu'il me suffise de rappeler que ce n'est pas un remède dans le sens propre du mot, puisqu'il ne s'agit pas ; il n'est pas moins vrai qu'elle constitue un traitement infaillible, idéal comme emploi — puisqu'il ne nécessite aucun régime spécial — rapide, très peu coûteux et, ce qui est mieux, d'une innocuité absolue.

Tous ceux de nos lecteurs qui ont une propension à grossir ou qui, hélas ! sont déjà envahis par le mal, peuvent aller voir M. Stowe de ma part, à son laboratoire de la rue Montesquieu, 9, à Paris, ou lui écrire. Le savant naturaliste leur adressera gratuitement le moyen aussi rapide que sûr, de réduire l'obésité la plus rebelle, quelle qu'en soit la gravité ou l'ancienneté.

Docteur H. de Thomassey.

Informations

Armée. — M. l'intendant militaire Cardin, directeur de l'intendance du 4^e corps d'armée, au Mans, est placé à dater du 12 mai 1899, dans la 2^e section (réserve) du cadre des intendants militaires.

Marine. — Sont nommés :

Le capitaine de vaisseau Rafflen, directeur des défenses sous-marines à Cherbourg. Le capitaine de vaisseau Imhoff, au commandement du vaisseau la Bretagne, Ecole des mous-ses de Brest.

Le capitaine de frégate Grosse, au commandement de l'avis-torpilleur le Lévrier, dans l'escadre de la Méditerranée. Le capitaine de frégate Guillon, au commande-

ment du croiseur de 2^e classe le Cassard, dans l'escadre de la Méditerranée.

Le lieutenant de vaisseau Grandclément, au commandement du torpilleur de haute mer l'Eclair, dans l'escadre de la Méditerranée.

Le lieutenant de vaisseau de Lesquen du Plessis-Casso, au commandement d'un torpilleur de la défense mobile à Cherbourg.

Au Cercle militaire. — Hier soir, au Cercle militaire, un groupe d'officiers ayant servi au Soudan a donné un banquet en l'honneur du colonel Audéoud et du lieutenant-colonel Caudrelier, à l'occasion de l'anniversaire de la paix de Sikasso. Cette petite fête, tout intime, a été empreinte de la plus vive cordialité.

Les Lorrains de Meurthe-et-Moselle. — Dimanche a eu lieu, dans les salons de Marguerite, le premier dîner de la Société amicale des Lorrains de Meurthe-et-Moselle, sous la présidence de M. Mézières, de l'Académie française.

Remarqué parmi les convives : M. Rambaud, ancien ministre ; les généraux Thomassin, A. Honnoré-Bertier, MM. Marquis, sénateur ; Gebhart, de l'Institut ; Rognant, procureur général à Amiens ; Lombart et Jambou, avocats généraux à Paris ; Albert Carré, directeur de l'Opéra-Comique ; Edmond Stoullig, Georges Lagrèssie, avocat à la Cour ; Sinette, avoué ; les peintres Petitjean et Friant, etc.

Au dessert, M. Mézières, après avoir rappelé l'esprit d'initiative des Lorrains et le rôle d'avant-garde joué par eux dans l'histoire du pays, a bu à la prospérité de la nouvelle société et à ses organisateurs : MM. Georges Lagrèssie et Sinette.

M. Lagrèssie a répondu en saluant en M. Mézières le doyen vénéré de la députation de Meurthe-et-Moselle, et a porté un toast à la Lorraine et à la France.

Le dîner a été suivi d'un brillant concert, dans lequel on a successivement applaudi la gracieuse Mlle Marié de l'Isle, de l'Opéra-Comique, dont le beau talent a été une fois de plus justement apprécié ; la spirituelle divette Marguerite Devail, M. Carbone, l'excellent ténor de l'Opéra-Comique, et enfin un délicieux orchestre, dirigé par le compositeur Louis Ganne, dont la Marche lorraine a été acclamée.

Dans les églises. — La fête annuelle de Jeanne d'Arc sera célébrée dimanche, à Notre-Dame, sous la présidence de S. Em. le cardinal-archevêque de Paris. A trois heures, discours par le P. Coué, de la Compagnie de Jésus, procession et salut.

Réunion. — L'Association philomatique, œuvre gratuite d'éducation et d'assistance médicale, procédera à la distribution de ses récompenses, après-demain dimanche, à la Sorbonne, sous la présidence d'honneur de M. le Président de la République, et sous la présidence de M. Georges Leygues, ministre de l'Instruction publique.

La musique du 117^e régiment d'infanterie prêtera son concours à cette cérémonie, pour laquelle on peut demander des billets au siège de l'Association, 38, rue de la Verrière, à Paris.

Le télégraphe sans fils. — M. Brany, professeur de sciences physiques à l'Institut catholique, donnera, ce soir, à huit heures et demie du soir, dans la salle des fêtes « le télé-gramme », au Cercle du Luxembourg, une conférence sur graphes sans fils », dont il a été le premier inventeur. Des expériences seront faites dans le cours de cette conférence. Les dames sont admises. L'entrée est gratuite.

Ligue maritime française. — Nous rappelons qu'une conférence, donnée par la Ligue maritime française, aura lieu aujourd'hui, à huit heures et demie du soir, à la salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, sous la présidence de M. Barbey, sénateur, ancien ministre de la marine.

La conférence sera faite par M. le capitaine de vaisseau de Frayssyes-Bonnin ; sujet : le rôle de la Marine.

Conférence. — M. le docteur Legrain donnera, demain samedi, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue de Trévise, sous la présidence de M. Buisson, professeur à la Sorbonne, une conférence avec projections, sur « le Congrès antialcoolique de Paris et le rôle de la jeunesse. »

Excursions botaniques. — Mme A. Perrotte, professeur de botanique, dirigera une herborisation publique dimanche 14, dans la forêt de Chantilly. Rendez-vous gare du Nord, à onze heures et demie, pour le train partant à onze heures cinquante-six. Réduction de prix sur le parcours.

Ladies'Club. — Le Ladies'Club donnait hier une fête à la Bodinière. Grand succès pour le conférencier L. Le Foyer et pour les excellents interprètes de l'Annuaire, M. Vallières et Mlle Savelli, deux autrices, se sont montrés comédiens de race en jouant avec un brio qu'on n'exclut pas un ton très mondain les deux principaux rôles de cette saynète. Compliments à Mmes Mayer, Helbert, Lhermitte, etc.

Figaro à la Bourse

Jeudi 11 mai.

MINES D'OR

Malgré la fermeture de la Bourse de Paris, Londres a été actif hier. Et non seulement la hausse de ces derniers jours est restée acquise, mais encore on a pris de nouvelles avances sur les valeurs les plus onéreuses.

Les nouvelles mises en circulation sont toujours satisfaisantes. L'annonce que le président Kruger se rencontrerait à Bloemfont-

Feuilleton du FIGARO du 12 Mai 1899

3

UNE PAGE PERDUE

DE

HONORÉ DE BALZAC

NOTES ET DOCUMENTS

VII

— Suite —

« Maintenant, que l'auteur de la *Peau de chagrin* soit désabusé sans avoir joui, comme René, ou blasé après avoir abusé de tout, comme Child Harold, peu importe. C'est dans cette satiété de ses sens et de son imagination que je place le secret de sa philosophie et de la direction particulière de son talent. Il a tort de se défendre de sa

PARTOUT Etranger, 3 fr. 50

MAI consacré à l'EXPOSITION

DES PRIMES

EN COULEURS

La Porte monumentale

e l'Électricité

RIE DU FIGARO, Hôtel du Figaro, Paris

BANQUE DE PRÊTS FONCIERS
71, rue Lafayette, 71
Anc. Maison Pillard, fondée en 1850
CAPITAUX à placer sur Hypothèques
depuis 3,50 0/0, en 1^{re}, 2^{ne} et 3^{me} rang.
Nues-proprietés de Valeurs Mobilières et Immobilières
Indemnités d'Expropriation, Successions, etc.
Pas de frais d'avance. Avances immédiates. Téléphone 231-34

MALADIES DE LA PEAU
Eczéma, Psoriasis, Dermite, etc.
guéries sûrement par les **GRANULES** et le **SIROP**
HYDROCOYLE ASIATIQUE de J. LEPINE
Pharmacie 26, rue d'ARNOUX-SAINTE-BOURNE, PARIS et toutes Pharmacies